

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SOUTIEN RÉGIONAL AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 - CÉLÉBRATIONS

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Cahier des charges Paris 2024 "Club 2024"	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	70
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	72
Annexe 1 : Règlement d'intervention "Clubs 2024" - JOP	73
Annexe 2 : Règlement d'intervention - Célébrations territoriales - JOP	77
Annexe 3 : Convention type - Célébrations territoriales - JOP	80

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) font partie de l'ADN de la région Île-de-France. Depuis le début de l'aventure des JOP 2024, la région mène une politique de soutien de premier plan pour accompagner l'organisation de cet évènement planétaire et contribue pleinement par son action à sa réussite.

La région Île-de-France, membre fondateur de la candidature de Paris 2024, partie prenante des JOP de 2024, entend faire bénéficier la jeunesse francilienne de cet évènement mondial. Près de 30 000 billets pour les épreuves olympiques et paralympiques seront proposés dans l'application jeunesse régionale *LABAZ* pour les jeunes franciliens.

Pour aller plus loin, la région souhaite encourager les initiatives locales qui contribuent à la promotion des valeurs de l'olympisme et du paralympisme.

1 - Rassembler les franciliennes et les franciliens autour des Jeux : les Clubs 2024

Lors du J-1 an avant les JOP, le 24 juillet dernier, Paris 2024 a présenté, aux côtés notamment de la région Île-de-France, la stratégie de célébration qui sera déployée sur l'ensemble du territoire pendant les Jeux.

Avec le déploiement de « Clubs 2024 », ci-après appelés zone de célébrations, les franciliens et visiteurs français ou étrangers, auront l'occasion de vivre une expérience olympique et paralympique, populaire et festive. Ouverts à tous, ces « Clubs 2024 » permettront à chacun de vivre les grands moments des Jeux et de célébrer les exploits de nos athlètes, en famille ou entre amis, tout en découvrant et pratiquant des activités sportives et/ou culturelles établies en lien avec l'Olympiade Culturelle.

La région Île-de-France accompagne ainsi financièrement le déploiement de zones de célébration sur le territoire francilien afin que les Jeux profitent à tous et que chaque francilien en devienne acteur.

L'Exécutif régional, en lien avec sa stratégie de déploiement au plus près des territoires de l'esprit des JOP, a ainsi souhaité accompagner la création d'un à deux « Clubs 2024 » dans six départements franciliens. Cet accompagnement fait l'objet d'un co-financement de la préfecture d'Île-de-France, à laquelle s'ajoute la Métropole du Grand Paris (MGP) sur le territoire métropolitain.

Les zones choisies par les départements qui accueilleront les « Clubs 2024 » sont les suivantes :

92	Ville de Nanterre	Stade Gabriel Péri
92	Ville de Sceaux	Parc de la petite ménagerie
94	Ville de Vincennes	Cour du château de Vincennes
94	Conseil départemental 94	Maison du handball
77	Ville de Chelles	Stade Pierre Duport
78	Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines
91	Conseil départemental 91	Stade Robert Bobin à Bondoufle

91	Syndicat mixte	Île de loisir d'Etampes
95	Ville de Franconville	Stade Jean Rolland
95	Ville de Garges-lès-Gonesse	Complexe sportif Pierre de Coubertin

Elles viendront compléter les zones de célébrations du Club France à la Villette, du Champions Park ou encore du Parc Georges Valbon.

Le cahier des charges « Club 2024 » de Paris 2024 est présenté en annexe au présent rapport.

Le règlement d'intervention est présenté en annexe 1 à la présente délibération.

2 – Des Célébrations territoriales soutenues par la Région dans tous les territoires

Parce qu'être région hôte des Jeux en 2024 doit être une chance pour l'ensemble des Franciliens, la Région Île-de-France est attentive à ce que les opportunités offertes par leur organisation bénéficient au plus grand nombre et notamment dans les territoires orphelins des JOP, c'est-à-dire ceux qui n'accueilleront pas d'épreuves olympiques et paralympiques.

La région souhaite encourager l'organisation d'évènements festifs locaux en complémentarité avec les « Clubs 2024 » et les zones de célébration de grande envergure.

Elle met ainsi en place un dispositif de soutien régional aux célébrations territoriales des Jeux Olympiques et Paralympiques à destination des communes franciliennes labellisées « Terre de Jeux » par Paris 2024, signe d'un engagement du territoire pour les Jeux.

Conformément à sa stratégie d'accompagnement à l'organisation des JOP, la région Île-de-France entend mobiliser et accompagner l'ensemble des acteurs locaux qui souhaitent participer à la célébration de cet évènement planétaire unique.

Autour de programmes d'animation sportifs et culturels, les communes bénéficiaires pourront ainsi célébrer l'esprit olympique et paralympique, engager les franciliens et notamment la jeunesse autour de la pratique sportive, organiser des actions festives à destination de leurs habitants et faire connaître et valoriser leurs territoires.

Ce dispositif « Célébrations territoriales » permettra aux communes de proposer dans leurs territoires, sur leurs places de village, des animations accessibles à tous telles que des rencontres avec des athlètes, des initiations à la pratique sportive en lien avec les clubs sportifs des territoires, des comptoirs gourmands, des actions culturelles (expositions projections cinématographiques ...).

Le dispositif sera ouvert par appel à projet, les évènements cofinancés pourront se dérouler du 22 juin au 15 septembre 2024.

Le règlement d'intervention et la convention type sont joints en annexes 2 et 3 à la présente délibération

3 – Des Villages Sportifs et Culturels aux couleurs des Jeux Olympiques et Paralympiques

Propriétaire de 12 îles de loisirs en Île-de-France, la Région offre 3 000 hectares de nature propice à la détente et à la pratique sportive. Outre le soutien aux investissements de ces îles, elle facilite la mise en place de Villages Sportifs et Culturels (VSC) en période estivale.

Ces « villages » sont des espaces d'accueil ludiques, dynamiques et visibles, animés durant une

période de 2 à 4 semaines au cours de l'été.

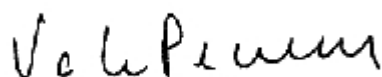
De nombreuses animations sont proposées, notamment l'initiation à la pratique sportive en partenariat avec le mouvement sportif mais aussi l'initiation au secourisme ou encore l'apprentissage des langues.

La session 2024 sera totalement orientée vers les JOP : les Villages Sportifs et Culturels aux couleurs des JOP s'adresseront à un large public, seront organisés dans un espace accessible, gratuit et sécurisé. Les rencontres entre le grand public et des athlètes, en lien avec les clubs sportifs locaux, seront au cœur du projet.

Le cahier des charges Villages Sportifs et Culturels habituellement adressé aux îles de loisirs sera modifié en ce sens.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Cahier des charges Paris 2024 "Club 2024"

LES CLUBS 2024

SITES DE CELEBRATION DES JEUX

Sites de célébration des Jeux

CAHIER DES CHARGES DES CLUBS 2024, SITES DE
CELEBRATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES
DE PARIS 2024

Le mot du Président

Avec Paris 2024, notre objectif a toujours été d'amener les Jeux partout, dans toute la France. Si Paris, la Seine-Saint-Denis et l'Île-de-France seront au cœur des compétitions en 2024, les Jeux vivront aussi sur tout notre territoire - avec par exemple les épreuves de voile à Marseille, celles de football dans six grandes métropoles (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Nantes, Saint-Etienne) – et jusque dans les outre-mer grâce au surf sur la mythique vague de Teahupo'o à Tahiti.

L'ensemble des collectivités hôtes accueilleront les compétitions mais avec 13,4 millions de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, nous ne pourrions pas réunir la France entière dans les stades. Dès lors, nous avons mis en place dès 2019 le label Terre de Jeux 2024 qui s'adresse à toutes les collectivités et acteurs du mouvement



sportif et leur permet de vivre tous les temps forts des Jeux grâce à des événements réguliers comme la Semaine Olympique et Paralympique, la Tournée des drapeaux, les parcours sportifs Explore Terre de Jeux 2024...

En parallèle, nous avons aussi souhaité nous adresser directement à tous les Français. C'est le sens du Club de Paris 2024 - qui a fêté cet été ses deux ans et compte plus de 800.000 membres -, qui a été créé pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de se connecter directement et gratuitement aux Jeux et à toutes ses opportunités. Défis sportifs avec des champions, informations exclusives sur la billetterie et sur les volontaires, occasions pour remporter son dossard pour le Marathon pour Tous ; grâce au Club, chacun peut se préparer à accueillir les Jeux et vivre dès à présent au rythme des performances des athlètes et des émotions qu'ils nous procurent.

En 2024, ces émotions seront décuplées. Et pour les partager avec tous les Français, nous avons décidé de créer

un dispositif de célébration commun à tous les territoires : les « Clubs 2024 ». Ces zones de célébrations installées partout en France permettront de rassembler toutes les communautés, Terre de Jeux 2024 et membres du Club, pour partager la magie des Jeux. Diffusion des épreuves, initiations sportives ou célébrations de champions de leur territoire, ces « Clubs 2024 » seront des incarnations locales de l'esprit festif et populaire des Jeux de Paris 2024 partout en France.

Le guide qui suit va vous permettre d'inscrire votre collectivité dans ce programme d'animation global et de construire votre propre « Club 2024 ». **Merci pour votre mobilisation, c'est grâce à vous que nous pouvons donner vie à notre ambition de Jeux populaires ouverts au plus grand nombre.**

Tony ESTANQUET, Président de Paris 2024

Préambule

UNE SECONDE VERSION DU CAHIER DES CHARGES DES CLUBS 2024

Le présent document est une seconde version du cahier des charges des Clubs 2024 préparé par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (ci-après « Paris 2024 ») pour accompagner les collectivités éligibles (ci-après « l'Organisateur ») dans la mise en place de leurs « Clubs 2024 » lors des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (ci-après « les Jeux »).

Il vient compléter le précédent document, donner de la visibilité sur l'avancée des différents sujets qui composent la réalisation des sites de célébration et préciser le calendrier jusqu'à l'ouverture des Clubs 2024.

Afin de faciliter la lecture du document, les mentions « NOUVEAU » et « MIS À JOUR » sont indiquées dans le sommaire afin de mettre en avant les sections qui ont été mises à jour ou rajoutées.

Comme la première version, cette seconde version du cahier des charges des Clubs 2024 ne vient en aucun cas se substituer aux conventions signées entre les collectivités hôtes et Paris 2024, en ce compris notamment tout accord, conditions générales et guide d'usage, dont les dispositions prévalent sur le contenu de ce document.

LE CONCEPT DES CLUBS 2024 : DES ELEMENTS ESSENTIELS ET ELEMENTS ADDITIONNELS

Les célébrations des Jeux et le programme des Clubs 2024 visent à offrir l'émotion des Jeux au plus grand nombre, à créer un élan populaire et participatif au-delà des sites de compétitions et à encourager la pratique du sport dans tous les territoires.

Paris 2024 souhaite que le programme des Clubs 2024 soit accessible à toutes les collectivités hôtes et à toutes les collectivités labellisées Terre de Jeux 2024, sans condition de taille ou de jauge minimale, pour qu'il soit adaptable selon les possibilités et les volontés d'engagement de chaque collectivité.

Pour ce faire, Paris 2024 précise ci-dessous les éléments « essentiels » qui doivent être respectés dans un Club 2024 et les éléments « additionnels » identifiés comme des facteurs clés de succès des dispositifs de sites de célébration.

LES ÉLÉMENTS ESSENTIELS	<ul style="list-style-type: none"> • La gratuité de l'accès au Club 2024 ainsi qu'aux activités proposées ; • La diffusion des Jeux grâce à nos diffuseurs nationaux : Discovery au travers d'Eurosport France et France Télévisions ; • Le respect du cadre sécuritaire en accord avec les services préfectoraux ; • Le respect du cadre commercial et de la protection des Partenaires Marketing de Paris 2024 ; • Un site identifiable grâce à des éléments clés d'habillage (par exemple : une arche d'entrée), partagés par Paris 2024 dans un guide d'usage du « Look des Jeux ».
LES ÉLÉMENTS ADDITIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> • Un site qui propose des activités sportives et culturelles ; • Un site totalement habillé aux couleurs de Paris 2024 ;

- Un site répondant aux notions d'excellence environnementale ; de gestion de la propreté et de l'eau et de traitement des déchets ;
- Des points de restauration et des zones réceptives inspirés de la culture gastronomique française & de la « *food vision* » de Paris 2024 ;
- La mobilisation d'athlètes locaux ;
- L'activation du tissu associatif local ;
- Une programmation attractive : temps forts, communication adaptée et ambiance sonore maîtrisée.

RECAPITULATIF DES ELEMENTS CLES INTEGRES DANS LA SECONDE VERSION DU CAHIER DES CHARGES DES CLUBS 2024

Les principales informations intégrées à cette seconde version du cahier des charges sont résumées ci-dessous :

- Section 2.8.1 « Droits des Partenaires Marketing » : de nouveaux documents sont mis à disposition de l'Organisateur afin de l'accompagner au mieux dans la fourniture de produits et de services par les Partenaires Marketing. Les documents mentionnés sont disponibles en annexe 3 ;
- Section 3.4 « Habillage et signalétique » : les Clubs 2024 disposeront de supports dédiés pour l'habillage (écran, arche, barrières, mobilier urbain, etc.) et qui résulteront d'une déclinaison du « Look des Jeux » ;
- Section 3.5 « Secours, sécurité et risques professionnels » : un document co-produit avec la CNSJ et la DIJOP est mis à disposition en annexe 6. Il précise certaines notions de secours, de santé et de sécurité, rappelle les grands principes directeurs de sécurité et de répartition des responsabilités et la nécessité d'obtenir une validation du concept par les préfets compétents concomitante à celle de Paris 2024 concernant le projet de « Club 2024 » porté par la collectivité ;
- Section 4.1 « Diffusion des Jeux » : Paris 2024 est ravi de pouvoir proposer à toutes les collectivités organisant un Club 2024 le signal de retransmission des Jeux Olympiques et Paralympiques gratuitement, avec ses deux diffuseurs nationaux, Discovery au travers d'Eurosport France et France Télévisions ;
- Section 4.2 « Les marqueurs de Paris 2024 » :
 - o Paris 2024 fera bénéficier aux collectivités hôtes du passage des mascottes durant la période des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques ;
 - o Paris 2024 s'engage à mettre en relation au moins un athlète (actuel ou ancien sportif de haut-niveau inscrit sur liste ministérielle), avec les référents de chaque Club 2024 des collectivités hôtes ;

- Section 4.4 « Intégration des Partenaires Marketing de Paris 2024 » :

Conscient des enjeux économiques soulevés par la mise en place de Clubs 2024, Paris 2024 souhaite faciliter l'intégration des Partenaires Marketing dans les Clubs 2024 et **offrir de nouvelles opportunités de financement pour l'Organisateur.**

Les nouvelles opportunités de financement sont résumées ci-dessous et l'intégration détaillée des Partenaires Marketing est présentée au chapitre 4.4 du présent document.

	Les éléments présentés dans la première version du cahier des charges	Les nouvelles opportunités de financement intégrées à la seconde version du cahier des charges
Visibilité sur site et sur supports de communication	<ul style="list-style-type: none"> Visibilité collective minimale garantie aux Partenaires Marketing 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de commercialisation de visibilité individuelle additionnelle (<i>détaillée dans le guide d'usage qui sera transmis en septembre 2023</i>)
Visibilité sur (grand) écran (si l'installation technique le permet)	-	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de commercialisation de visibilité sur écran (vidéos promotionnelles, etc.)
Animation au sein d'un espace au sol et sur scène	<ul style="list-style-type: none"> Redevance de mise à disposition du domaine public 	-
Zones réceptives	<ul style="list-style-type: none"> Commercialisation d'accès au sein de la zone réceptive ou de privatisation d'espaces 	-

- Section 4.5 « Intégration des parties prenantes institutionnelles de l'Organisateur » :

Paris 2024 a obtenu du Comité International Olympique la possibilité pour l'Organisateur d'intégrer des parties prenantes institutionnelles dans les Clubs 2024. Les opportunités d'intégration sont résumées ci-dessous et détaillées au chapitre 4.5 du présent document.

Les opportunités d'activation des parties prenantes institutionnelles

-
- > **Visibilité sur site et sur supports de communication**
Dans le respect des possibilités offertes dans le guide d'usage de la marque qui sera transmis en septembre 2023

 - > **Visibilité sur (grand) écran**
Dans le respect du cadre commercial

 - > **Animation au sein d'un espace au sol et sur scène**
Dans le respect du cadre commercial

 - > **Accès au sein de la zone réceptive**
Dans le respect du cadre commercial

- Section 8.1 « Calendrier et démarches » : le calendrier mis à jour présente les grandes échéances jusqu'en juin 2024 ;
 - Section 9 « Récapitulatif des éléments mis à disposition de l'Organisateur » : de nombreux documents ont été rajoutés aux annexes pour accompagner au mieux l'Organisateur.





TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT	1
PREAMBULE	2
1. PRESENTATION DE PARIS 2024.....	10
1.1. CONTEXTE.....	10
1.2. VISION.....	10
1.3. GRANDS PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE DE LA VISION	12
2. LE CONCEPT DES CLUBS 2024.....	14
2.1. CONTEXTE ET AMBITION : LES CELEBRATIONS DES JEUX	14
2.2. UN PROGRAMME DE CELEBRATIONS EN VILLE PENDANT LES JEUX, DEUX CONCEPTS.....	15
2.3. OBJECTIFS.....	17
2.4. ELIGIBILITE	17
2.5. PARAMETRES PRINCIPAUX	18
2.6. PRINCIPES DIRECTEURS [NOUVEAU]	20
2.7. PRINCIPES DE COLLABORATION ENTRE PARIS 2024 ET L'ORGANISATEUR.....	20
2.8. CADRE COMMERCIAL [MIS À JOUR]	21
3. LE SITE D'UN CLUB 2024 ET SON FONCTIONNEMENT.....	25
3.1. LOCALISATION [MIS À JOUR].....	25
3.2. INFRASTRUCTURE	26
3.3. FONCTIONNEMENT DU SITE : RESSOURCES HUMAINES ET BENEVOLES [MIS À JOUR]	26
3.4. HABILLAGE ET SIGNALÉTIQUE [MIS À JOUR]	27
3.5. SECOURS, SECURITE ET RISQUES PROFESSIONNELS [MIS À JOUR]	28
3.6. ACCESSIBILITE ET INCLUSION	30
3.7. NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS	31
3.8. ORGANISATION D'UN EVENEMENT ECORESPONSABLE	31
3.9. GESTION DES RISQUES ET ALEAS LIES A LA CRISE SANITAIRE.....	33
4. ANIMATION D'UN CLUB 2024.....	35
4.1. LA DIFFUSION DES JEUX [MIS À JOUR]	35
4.2. LES MARQUEURS DE PARIS 2024 [NOUVEAU]	35
4.3. ACTIVITES SPORTIVES, CULTURELLES ET EDUCATIVES.....	37
4.4. INTEGRATION DES PARTENAIRES MARKETING DE PARIS 2024 [MIS À JOUR]	39
4.5. INTEGRATION DES PARTIES PRENANTES INSTITUTIONNELLES DE L'ORGANISATEUR [NOUVEAU]	41
4.6. ACTIVITES COMMERCIALES	42
5. MEDIAS ET COMMUNICATION	48
6. PRINCIPALES CHARGES ET RECETTES PREVISIONNELLES DE L'ORGANISATEUR.....	50
6.1. CHARGES PREVISIONNELLES.....	50
6.2. POSSIBILITES DE RECETTES [MIS À JOUR]	51
7. RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DE PARIS 2024 ET DE L'ORGANISATEUR.....	53

8. CALENDRIER, DEMARCHES ET SUIVI DES CLUBS 2024.....	56
8.1. CALENDRIER ET DEMARCHES [MIS À JOUR]	56
8.2. SUIVI DES CLUBS 2024 [MIS À JOUR].....	57
9. RECAPITULATIF DES ELEMENTS MIS A DISPOSITION DE L'ORGANISATEUR PAR PARIS 2024 [MIS À JOUR]..	59



The background of the slide is a solid blue color with a complex, repeating pattern of white lines. These lines form various geometric shapes, including circles, arcs, and interlocking paths, creating a maze-like or organic texture. A dark blue horizontal bar is positioned in the upper left quadrant, containing the text.

1. PRÉSENTATION DE PARIS 2024

1. Présentation de Paris 2024

1.1. CONTEXTE

Paris 2024 est une association de droit français dont le siège social est situé au 46 rue Proudhon, 93210 Saint-Denis.

Elle est notamment chargée de :

- Planifier, organiser, financer et livrer les Jeux, ainsi que les événements associés ;
- Promouvoir les Jeux en France et à l'international ;
- Participer aux actions visant à assurer la durabilité des Jeux ;
- Contribuer à maximiser l'impact positif et l'héritage des Jeux, notamment en faveur de la pratique du sport.

Les Jeux réuniront 15 000 athlètes et des millions de spectateurs avec près de 13 millions de billets vendus ainsi qu'une multitude de journalistes et d'officiels. C'est le plus grand événement au monde, avec 32 sports olympiques et 22 sports paralympiques suivis par plusieurs milliards de téléspectateurs. Les Jeux représentent une plateforme exceptionnelle d'expérimentation, d'innovation et un défi inédit en matière de responsabilité sociale et environnementale.

L'objectif de Paris 2024 est de faire vivre des initiatives créatrices de valeur et porteuses de sens pour l'ensemble des parties reposant, en lien avec sa vision, sur les trois piliers principaux suivants :

- La célébration : pour permettre à tout un chacun, sur tout le territoire, de vivre l'émotion des Jeux ;
- L'engagement : pour partager les valeurs olympiques et paralympiques avec le plus grand nombre et fédérer autour du projet de Paris 2024 ;
- L'héritage : pour marquer l'histoire et laisser un impact positif dans la société. Les partenaires et licenciés, en collaboration avec le Comité International Olympique (CIO), le Comité International Paralympique (IPC) et Paris 2024, s'engageront en particulier à contribuer activement à la réalisation de projets en ligne avec la stratégie d'héritage et de durabilité de Paris 2024.

1.2. VISION

Paris 2024 place le sport au cœur de son ambition. Par le biais des émotions qu'il suscite, le sport est un vecteur incomparable de rassemblement et de cohésion. Par ses valeurs, il est également un formidable outil d'éducation et d'intégration.

Conscient de l'opportunité unique que représente l'accueil des Jeux, Paris 2024 souhaite que l'enthousiasme et l'énergie de ce projet révèlent le pouvoir du sport et fédèrent autour de ses valeurs, afin de mettre davantage de sport dans le quotidien de chacun.

Cette ambition sera portée par un nouveau modèle d'organisation, des Jeux à la fois spectaculaires et durables :

- Des Jeux spectaculaires pour marquer les esprits, en amenant le sport là où on ne l'attend pas, en proposant une fête au cœur des villes et en créant des ponts entre la culture et l'éducation ;
- Des Jeux durables et respectueux de l'environnement pour inspirer les générations futures.

A chaque étape de la construction des Jeux, l'état d'esprit des athlètes doit nous inspirer ainsi que ceux qui nourrissent ce projet à nos côtés :

- L'exigence : pour mettre l'énergie des Jeux au service d'un projet utile et obtenir des résultats concrets, mais aussi l'exigence de l'exemplarité, éthique, financière, sociale et environnementale ;
- La créativité : pour refuser les modèles préétablis en innovant, en osant faire différemment ;
- Le partage : pour que ce projet puisse bénéficier au plus grand nombre, à toutes les générations, dans tous les territoires ; que cette ambition puisse rayonner et être portée au-delà de 2024.



Vision des Jeux de Paris 2024

Paris 2024 souhaite que les Jeux soient un formidable laboratoire d'idées pour exprimer la capacité de ses partenaires et parties prenantes à répondre, à ses côtés, à d'importants enjeux de société. Cet événement planétaire débute dès maintenant, et il est primordial d'engager dès à présent tous ceux qui font et feront réussir notre pays.

1.3. GRANDS PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE DE LA VISION

Chaque projet de Paris 2024 découle de la vision. Ainsi, pour l'appliquer, Paris 2024 encourage toutes ses parties prenantes à suivre les principes de collaboration suivants :

- L'innovation et la créativité : la proposition d'idées nouvelles et audacieuses sera une priorité autant qu'un marqueur fort de l'identité des Jeux. Paris 2024 encouragera ainsi les collectivités qui mettront en place un dispositif de célébration à inscrire l'innovation et la créativité au cœur de leur travail ;
- Le respect de l'environnement et l'exigence de durabilité : Paris 2024 attend de la part des acteurs engagés à ses côtés qu'ils anticipent et proposent des solutions quant à l'utilisation de leur biens et/ou services au-delà des Jeux, et ce dès la conception de ce bien ou service. Cette prise en compte implique l'ensemble des éléments constitutifs de la prestation (chaîne de production, modèle de structure développé, etc.), afin de proposer une démarche de durabilité innovante et inclusive. Les acteurs impliqués dans le projet des Jeux devront ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs d'héritage à la mesure de leur capacité d'action, au sein de leur organisation et lors de leur collaboration avec d'éventuels sous-traitants ;
- L'inclusion : Paris 2024 attend un engagement fort de la part des collectivités hôtes et Terre de Jeux 2024 sur l'inclusion et la participation de tous les publics, notamment des personnes en situation de handicap ou ayant des besoins spécifiques.

The background of the entire page is a vibrant blue, overlaid with a complex, repeating pattern of white lines. These lines form a series of interconnected, stylized shapes that resemble a combination of organic, flowing forms and geometric, angular structures. The pattern is dense and covers the entire surface, creating a textured, almost architectural feel. In the upper-middle section, there is a solid dark blue rectangular block that serves as a backdrop for the text.

2. LE CONCEPT DES CLUBS 2024, AU CŒUR DES CÉLÉBRATIONS DE PARIS 2024

2. Le concept des Clubs 2024

2.1. CONTEXTE ET AMBITION : LES CELEBRATIONS DES JEUX

Les célébrations des Jeux visent à offrir, dans des conditions de maîtrise et de sécurité, l'émotion des Jeux au plus grand nombre, à créer un élan populaire et participatif au-delà des sites de compétitions et à encourager la pratique du sport dans tous les territoires.

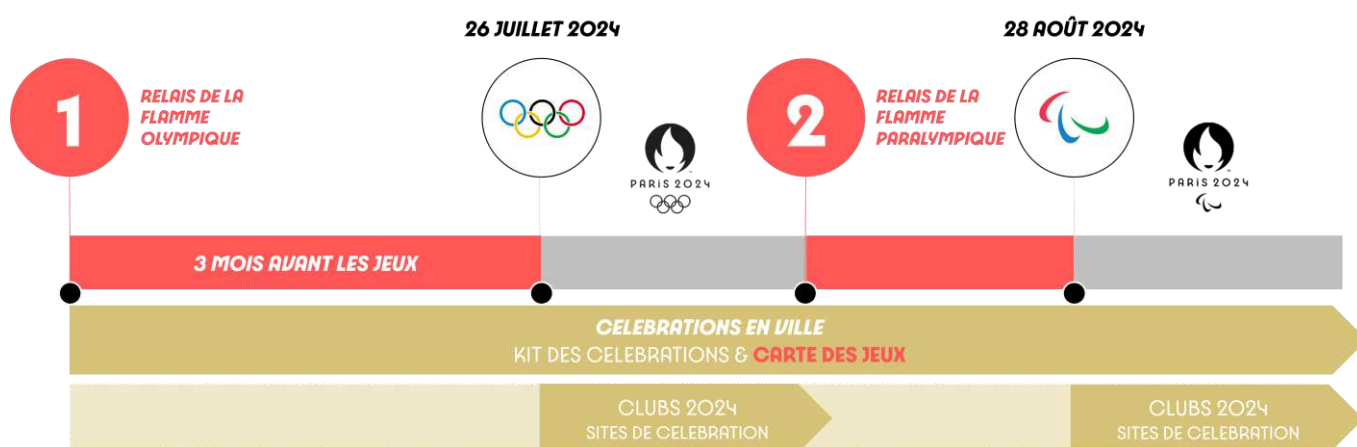
Paris 2024 souhaite mettre la France en fête et draper le pays aux couleurs des Jeux. Les célébrations des Jeux devront proposer des expériences sportives et festives uniques afin de permettre à tous les Français de vibrer au rythme des athlètes.

Ces programmes sont pensés pour donner aux territoires la possibilité de fédérer toutes les populations autour des Jeux en initiant un esprit de fête et en créant un héritage.

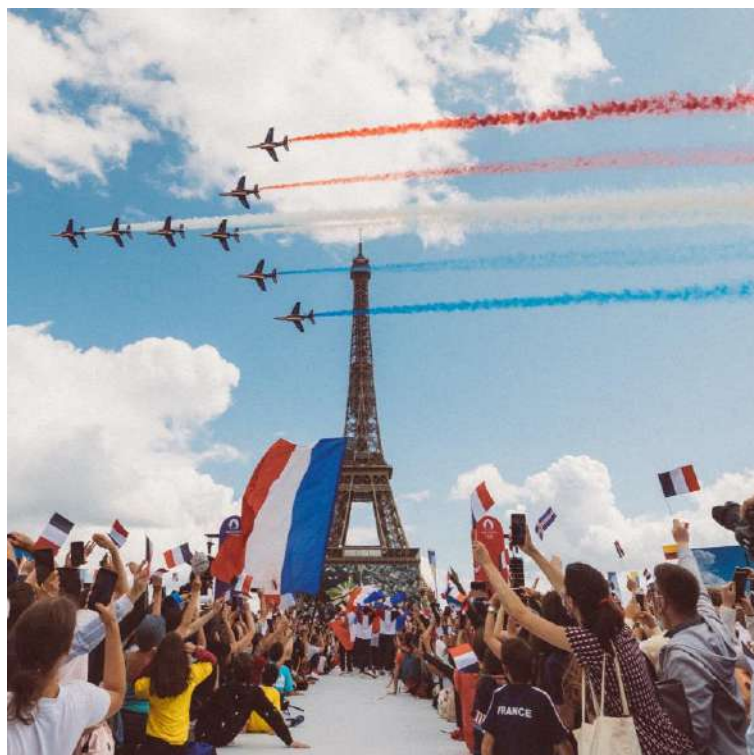
Le premier jour du relais de la flamme marquera le point de départ des célébrations, qui s'achèvera à la clôture des Jeux Paralympiques. Le but est de créer des liens entre les programmes afin de créer une grande fête au niveau national, donner aux territoires la possibilité d'engager toutes les populations autour des Jeux et créer un héritage :

- Le relais de la flamme ;
- Les activités en ville ;
- Les sites de célébration, les Clubs 2024.

Le programme du relais de la flamme est expliqué en ANNEXE 2.



Le déroulé des différents programmes de célébrations de Paris 2024 sur le territoire national.



2.2. UN PROGRAMME DE CELEBRATIONS EN VILLE PENDANT LES JEUX, DEUX CONCEPTS

Paris 2024 a l'ambition de faire vivre les Jeux partout en France, sur tous les territoires et au plus près de tous les Français, avec une ambition construite autour des sept piliers suivants :

1. Lancer les célébrations au moment du relais de la flamme, jusqu'à la fin des Jeux Paralympiques ;
2. Impulser des célébrations partout en France – villes hôtes, collectivités hôtes et

Terre de Jeux 2024, dans la mesure où les conditions de sécurité peuvent être réunies et les garanties apportées sur les moyens de sécurisation.

3. Inciter à la pratique du sport via des initiations et des démonstrations ;
4. Apporter l'émotion des Jeux en créant la rencontre entre les Français et les athlètes ;
5. Encourager des programmes liant sport et culture ;
6. Mobiliser les acteurs locaux ;
7. Proposer des célébrations gratuites, accessibles à tous et durables.

Pour déployer cette ambition, les célébrations seront construites autour de deux programmes complémentaires : les « **sites de célébration** » (Clubs 2024) et les « **activités en ville** ».

Le présent document porte sur les Clubs 2024, qui seront détaillés ci-après. Le programme d'« activités en ville » sera présenté ultérieurement.

2.2.1. Du « Club Paris 2024 » aux « Clubs 2024 »

Les sites de célébration, ici appelés « Clubs 2024 », constituent le programme le plus populaire des Jeux. À titre de comparaison, lors des Jeux de Londres 2012, 13 millions de visiteurs se sont rendus dans les « Live Sites » à travers le pays. Ils permettront également d'engager tous ceux qui n'auront pas de billets pour assister à des compétitions, en rendant l'émotion des Jeux accessibles à tous, sur le territoire. Lors des Jeux de Rio 2016, près de 80% des personnes présentes sur les sites de célébration des Jeux n'avaient pas de billet pour une épreuve des Jeux.

Paris 2024 a décidé de s'appuyer sur son programme d'engagement du grand public pour en faire le programme de célébration des Jeux.

LE CLUB PARIS 2024 CHANGE DE DIMENSION

Le Club Paris 2024, c'est la communauté digitale qui rassemble tous ceux qui souhaitent être acteurs des Jeux et qui soutiennent le projet. Ce Club 2024 porte avec lui une promesse forte : « toi aussi, fais les Jeux », et ce, sur l'ensemble du territoire national, avec des membres issus de toutes les régions de France.

En 2024, le Club Paris 2024 prend un tournant, avec la création des Clubs 2024, qui viendront matérialiser physiquement cette dynamique sur le territoire national, en proposant de célébrer les Jeux et de se réunir autour d'un même esprit de fête.

Chaque ville ou territoire qui organisera un ou des Club(s) 2024 pourra apposer son nom à celui du Club. Ainsi, les sites de célébration des villes de la Courneuve, de Cap d'Ail et de Strasbourg pourront prendre les noms de « Club 2024 de La Courneuve », « Club 2024 de Cap d'Ail » et « Club 2024 de Strasbourg ».

Le programme des Clubs 2024 sera ouvert au plus grand nombre : ville hôte, collectivités hôtes des Jeux et collectivités labellisées Terre de Jeux 2024, sous réserve que ces collectivités puissent en assurer la sécurité dans un contexte de contraintes exceptionnelles pesant sur les ressources publiques et privées de sécurité pendant cette période. Cela implique une maîtrise à un niveau raisonnable du nombre des célébrations, de leur calendrier et de leurs modalités, avec tout le discernement nécessaire afin de tenir compte de la proportionnalité des projets au regard du contexte local. C'est pourquoi, une consultation préalable du préfet devra avoir lieu de façon systématique sur le principe et les modalités de celles-ci. L'appréciation des moyens et ressources à déployer sera bien entendu relative au dimensionnement de l'évènement et à l'évaluation de la menace.

2.2.2. Les Clubs 2024, un même esprit de fête

Le programme Clubs 2024 souhaite donner à toutes les collectivités hôtes et collectivités labellisées Terre de Jeux 2024 la possibilité d'installer une zone de célébration sur leur territoire.

Ce Club 2024 se déclinera autour de trois grandes idées :

- L'esprit « Journée Olympique », un lieu pour faire du sport et soutenir les athlètes :
 - Diffuser les cérémonies et les épreuves des Jeux en direct ;
 - Proposer des initiations sportives ;
 - Faciliter la rencontre avec les athlètes.
- L'esprit « Guinguette », un lieu chaleureux où l'on a plaisir à se retrouver :
 - Promouvoir un esprit « à la française » ;
 - Valoriser des savoir-faire locaux (gastronomie, patrimoine, culture).
- L'esprit « Festival », un lieu pour faire la fête :
 - Promouvoir un esprit estival et bon enfant ;

- Proposer une programmation culturelle (concerts, spectacles, etc.), en lien notamment avec l'Olympiade Culturelle le cas échéant.

Ces ambitions et ces programmes structurent l'ensemble du projet des célébrations, du concept jusqu'à son opération.

2.3. OBJECTIFS

Les Clubs 2024 ont pour objectif principal de proposer aux visiteurs et à la population locale un lieu public de rassemblement pour suivre la diffusion en direct des Jeux et participer à des activités sportives, dans un environnement festif aux couleurs des Jeux, le tout gratuitement.



2.4. ELIGIBILITE

La possibilité de réalisation et d'animation d'un Club 2024 est offerte aux collectivités hôtes ainsi qu'à toutes les collectivités labellisées Terre de Jeux 2024 (communes, départements, régions, établissements publics de coopération intercommunale et/ou métropoles), sous réserve d'une consultation du préfet et des conditions de

mise en œuvre en pleine sécurité sous la responsabilité des collectivités et avec leurs moyens, hors le cas particulier des relais de la flamme.

Les collectivités qui ne sont pas labellisées ont toujours la possibilité de le devenir en se rendant sur <https://terredejeux.paris2024.org/>, sans date limite de candidature.

2.5. PARAMETRES PRINCIPAUX

Les collectivités souhaitant mettre en place un ou plusieurs Club(s) 2024 devront s'appuyer sur la base des paramètres principaux listés ci-dessous et détaillés plus largement dans le présent document. Ici, la « collectivité » pourra être une commune, un département, une métropole ou une région, et Paris 2024 anticipe le fait que ces dernières -lorsque la taille de ladite collectivité le permet- souhaiteront probablement déployer plusieurs Clubs 2024 (le département de Seine Saint Denis – 93, par exemple) en concertation avec les autorités compétentes :

- Dates clés :
 - **Printemps 2024 - juillet 2024** : relais de la flamme olympique ;
 - **26 juillet 2024 - 11 août 2024** : Jeux Olympiques [début des épreuves à partir du 24/07] - cérémonie d'ouverture le 26/07 ;
 - **12 août 2024 - 27 août 2024** : période de transition entre la fin des opérations Olympiques et le début des opérations Paralympiques ;
 - **Quelques jours avant l'ouverture des Jeux Paralympiques** : relais de la flamme paralympique ;
 - **28 août 2024 - 08 septembre 2024** : Jeux Paralympiques.
- Ouverture :
 - Les Clubs 2024 seront ouverts selon les moyens et les possibilités de l'Organisateur, sans minimum de jours ni d'horaires d'ouverture requis et sous réserve des moyens de sécurité qu'il pourra mobiliser ainsi que des demandes de l'État en raison de l'évaluation du risque, de la menace et des consignes gouvernementales. Le Club 2024 ne pourra accueillir de public que si l'ensemble des conditions de sécurité et de protection du public sont réunies ;
 - L'Organisateur pourra ouvrir un Club 2024 en dehors de la période des Jeux dans la mesure où les activités qui y seront menées soient liées aux Jeux (activités et initiations sportives, culturelles, éducatives, etc.) et dans la mesure où les paramètres principaux mentionnés ci-dessous seront également respectés (cadre commercial, gratuité, habillage, etc.) ;
 - L'ouverture d'un Club 2024 pourra avoir lieu au plus tôt à la date du lancement du relais de la flamme, au printemps 2024. La fermeture du site se fera au plus tard le soir de la cérémonie de clôture des Jeux Paralympiques, soit le 08/09/2024. Exceptionnellement, la durée d'ouverture pourra être prolongée si certaines collectivités souhaitent organiser des célébrations autour d'athlètes paralympiques ;

- Afin de faciliter la programmation de son Club 2024, Paris 2024 mettra à disposition de l'Organisateur un calendrier qui intégrera les principaux événements ainsi que les dates et les horaires de diffusion des épreuves.
- Site :
 - L'emplacement du Club 2024 devra être facilement identifiable, accessible, sécurisé et disposera d'un accès gratuit à l'eau potable lorsque cela est rendu obligatoire par la réglementation applicable, soit par le biais d'un dispositif déjà présent sur place, soit via un dispositif temporaire mis en place par l'Organisateur. Paris 2024 recommande également de choisir un lieu passant et bien desservi par les transports en commun ;
 - Une collectivité pourra décider de mettre en place plusieurs Clubs 2024 sur son territoire.
- Gratuité :
 - L'accès au Club 2024 ainsi que les animations qui y seront proposées, seront gratuits ;
- Public :
 - Le Club 2024 sera accessible à tous les publics et à toutes les générations, dans la limite des conditions définies entre les organisateurs et les autorités compétentes, garantissant la sécurité du public et les conditions d'évacuation de ce-dernier en cas de nécessité.
- Programmation :
 - L'Organisateur diffusera le signal officiel des Jeux, confirmé par Paris 2024 après contractualisation avec les diffuseurs nationaux, via un matériel adapté : écran, écran géant, système de sonorisation, etc. (voir paragraphe 4.1) ;
 - L'Organisateur fera son maximum pour mettre en place des animations sportives et, dans la mesure du possible, des animations éducatives et culturelles (voir paragraphe 4.3).
- Marque et habillage : l'Organisateur respectera le guide d'usage de la marque ainsi que les attentes d'habillage définies par Paris 2024 dans le guide d'usage du look des célébrations (voir paragraphe 3.4).
- Excellence environnementale et sociale : l'Organisateur fera ses meilleurs efforts pour s'aligner avec les ambitions d'excellence environnementale et sociale de Paris 2024 pour des célébrations responsables (voir paragraphe 3.8).
- Bénévoles : si son cadre juridique le lui permet, l'Organisateur aura la possibilité de développer un programme bénévole, complémentaire à celui porté par Paris 2024, pour des sujets relatifs à la mobilité, à l'accueil du public, etc. (voir paragraphe 3.3).
- Cadre commercial : l'Organisateur respectera le cadre commercial établi par Paris 2024 et détaillé dans le paragraphe 2.8.
- Accessibilité : l'Organisateur garantira une accessibilité au site qui assurera une expérience égale pour tous et qui sera conforme aux lois et règlements en vigueur (voir paragraphe 3.6).

2.6. PRINCIPES DIRECTEURS [NOUVEAU]

Il est entendu que si les Clubs 2024 doivent respecter l'ensemble des paramètres principaux pour obtenir l'appellation Clubs 2024, une validation concomitante de la Préfecture est indispensable à l'ouverture du site.

Certains aspects sécuritaires sont à prendre en considération pour le bon déroulement de l'événement :

- Opter pour un espace clos facilitant le contrôle général du site. En fonction du contexte sur le plan de la menace, des niveaux de contrôle d'accès renforcés pourront être demandés sur la base du socle précisé ci-après (point 3-1).
- Le choix d'un ERP existant est privilégié par les services de sécurité.

S'agissant de l'Île-de-France, le travail est déjà entamé sous l'égide du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, et du préfet de Police, en relation avec les préfets de départements, et doit se poursuivre avec l'objectif que tous les départements franciliens soient concernés par au moins un site de célébration.

2.7. PRINCIPES DE COLLABORATION ENTRE PARIS 2024 ET L'ORGANISATEUR

Les Clubs 2024 seront organisés par les collectivités hôtes et les collectivités labellisées Terre de Jeux 2024.

Chaque collectivité sera l'organisatrice de son Club 2024 et sera donc responsable de la planification, de l'exploitation et de la sécurisation de ce dernier, lesquelles seront entièrement à sa charge, conformément à la répartition des rôles précisée à la section 7 ci-après.

Elle devra veiller à respecter les règles décrites par Paris 2024 dans le présent document ainsi que les lois et les règlements en vigueur. Paris 2024 ne saurait être tenue pour responsable pour quelque motif que ce soit, ce que chaque collectivité reconnaît.

Une collectivité pourra organiser plusieurs Clubs 2024 et/ou se rapprocher d'autres acteurs publics pour mener des projets en commun.

Paris 2024 étant chargé de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques et de la protection des Propriétés Olympiques et Paralympiques en France jusqu'au 31 décembre 2024, il octroiera aux collectivités le droit d'organiser un ou plusieurs Clubs 2024 et sera l'unique détenteur des droits marketing associés.

Il définira les règles d'usage de la marque des Jeux et le cadre commercial. Enfin, l'accès gratuit au signal TV est en cours de contractualisation avec les deux diffuseurs nationaux des Jeux, Discovery au travers d'Eurosport France et France Télévisions.

Afin d'accompagner au mieux les collectivités dans l'organisation des Clubs 2024, Paris 2024 met à disposition un guide pratique ainsi que des kits et des fiches sur les principaux sujets clés (kit d'habillage du site, kit culturel, kit de communication, kit d'idées d'initiations au sport et au para sport, etc.).

La section 9 du présent document récapitule l'ensemble des éléments mis à disposition et indique les liens pour y accéder.

La répartition des responsabilités et des tâches est détaillée ci-après.

2.8. CADRE COMMERCIAL [MIS À JOUR]

L'Organisateur devra respecter le cadre commercial défini par Paris 2024.

2.8.1. Droits des Partenaires Marketing [MIS À JOUR]

- Exclusivité : les partenaires marketing de Paris 2024, du CIO, de l'IPC et leurs Affiliés, internationaux et nationaux, sont les seules entreprises à pouvoir être associées aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et aux marques, logos, signes distinctifs associés. Ils sont désignés dans ce document par la mention "Partenaires Marketing".

Aucune marque, logo, signe distinctif (concurrent ou autre) ne devra apparaître sur l'ensemble de l'événement ou sur tout support de communication, y compris sur les produits proposés et visibles sur site.

Paris 2024 est le garant du respect des obligations contractées auprès des Partenaires Marketing en ce qui concerne notamment la fourniture exclusive de produits et/ou services, et mettra tout en œuvre pour garantir le respect de ces obligations :

- Dans le cas d'une fourniture de produits, l'Organisateur fera ses meilleurs efforts pour n'utiliser dans le cadre des Clubs 2024 que les produits référencés des Partenaires Marketing ;
- Dans le cas d'une fourniture de services, le Prestataire devra intégrer et coopérer avec le ou les Partenaire(s) Marketing concerné(s) et intégrer les produits et/ou services de ces derniers.

À défaut d'une utilisation des produits référencés, l'Organisateur respectera **le principe de « marque blanche »** : l'ensemble des marques tierces visibles sur les produits concernés par une catégorie de produits et de services d'un Partenaire Marketing devront être masquées. À titre d'exemple seulement, si l'écran utilisé n'était pas de la marque Panasonic, ou les boissons sans alcool servies qui seraient de marques n'appartenant pas au groupe Coca-Cola, les marques tierces devraient alors être masquées.

Par ailleurs, afin d'accompagner au mieux l'Organisateur dans la fourniture de produits et de services par les Partenaires Marketing et dans le respect de leurs droits, Paris 2024 met à disposition de celui-ci :

- Le document « Les Partenaires Marketing dans les Clubs 2024 » qui présente :
 - La liste exhaustive des Partenaires Marketing de Paris 2024 et de leurs catégories de produits et/ou services. Paris 2024 informe l'Organisateur que les discussions commerciales se poursuivent et que celui-ci devra respecter les droits de fourniture exclusive de produits et/ou services de nouveaux Partenaires Marketing éventuels.

- Les Partenaires Marketing les plus exposés dans les Clubs 2024, les produits et services directement concernés ainsi que des contacts commerciaux pour faciliter les démarches de fourniture de produits et de services par l'Organisateur. Il est à noter que cette liste est purement indicative, non-exhaustive et vise seulement à partager quelques exemples à l'Organisateur pour l'accompagner dans le respect des droits des Partenaires Marketing.
- Le document « Contacts référents des Partenaires Marketing de Paris 2024 » qui met à disposition de l'Organisateur une liste de contacts commerciaux des Partenaires Marketing de Paris 2024 et qui sera régulièrement mis à jour par Paris 2024 ;
- Des offres commerciales proposées par les Partenaires Marketing afin d'aider l'Organisateur dans la réalisation de son site de célébration. Orange propose par exemple des offres adaptées à toutes les tailles de Clubs 2024 et qui concernent aussi bien des solutions fibre, wifi que des activations physiques à déployer dans un Club 2024. Ce dossier pourra être mis à jour par Paris 2024 lorsqu'une nouvelle offre sera proposée par un partenaire.
- Visibilité : les Partenaires Marketing bénéficient de droits de reconnaissance et de visibilité sur site et sur les supports de communication éventuels. Ces droits seront précisés dans le guide d'usage de la marque et d'habillage (voir paragraphe 3.4).
- Activation : Paris 2024 encourage l'Organisateur à proposer des espaces d'animation aux Partenaires Marketing. Sous réserve des conditions inscrites en 2.8.2 et en 4.4, les Partenaires Marketing pourront offrir des expériences aux visiteurs et contribuer pleinement à l'activité du site.

2.8.2. Mise à disposition d'espaces

L'Organisateur pourra mettre à disposition des espaces de son Club 2024 et percevoir une redevance relative à l'occupation temporaire du domaine public. Les quatre possibilités sont résumées ci-dessous et détaillées dans leur paragraphe respectif :

- Mise à disposition d'espaces pour l'organisation d'animations par les Partenaires Marketing en échange d'une perception de redevance relative à l'occupation du domaine public (voir paragraphe 4.4) ;
- Commercialisation d'espaces pour la mise en place de débits d'alimentation et de boissons (voir paragraphe 4.6.1) ;
- Location d'un espace à vocation commerciale afin de mettre en place une boutique officielle de Paris 2024 (voir paragraphe 4.6.2) ;
- Commercialisation d'une zone réceptive afin de proposer une prestation d'accueil dans des conditions privilégiées (voir paragraphe 4.6.4).

L'ensemble des activités menées sur ces espaces devront respecter les principes énoncés dans le présent chapitre.

2.8.3. *Gratuité des animations*

Les animations mises en place sur le site par les Partenaires Marketing et par d'autres intervenants éventuels devront être proposées gratuitement au public.

2.8.4. *Protection des droits des Partenaires Marketing* **[MIS À JOUR]**

L'Organisateur s'engagera à :

- Respecter lui-même et faire respecter les droits des Partenaires Marketing et les engagements pris par Paris 2024, le CIO et l'IPC à leur égard ;
- Assister Paris 2024 dans le cadre de la lutte contre le marketing sauvage et la mise en œuvre d'un environnement commercial neutre, conformément aux règles énoncées ci-après.

Afin de respecter ces engagements, les Clubs 2024 devront être vierges de toutes autres marques commerciales différentes de celles de Paris 2024, du CIO, de l'IPC et des Partenaires Marketing, et honorer les principes suivants :

- Assurer la visibilité des marques des Partenaires Marketing, notamment par le déploiement des produits des Partenaires Marketing, selon les instructions qui seront transmises par Paris 2024 ;
- Assurer l'absence d'affichage publicitaire, publicité à caractère commercial ou non, message d'entreprise, logo, identification commerciale, promotion, toute mention de marque déposée et tout signe distinctif d'une marque ou d'une entité tierce aux Partenaires Marketing sur le site et aux abords du site, quel qu'en soit le support ;
- Respecter la règle 50 de la Charte Olympique et ainsi ne pas diffuser de messages commerciaux, politiques ou religieux. La Charte Olympique est consultable via [ce lien](#) ;
- Collaborer avec Paris 2024 pour combattre le marketing sauvage et la vente illicite de produits et de services contrefaisants des produits et services de Paris 2024 dans et aux abords de l'enceinte du site.

Par ailleurs, aucun droit de promouvoir ses activités, produits ou services en tant que « produit ou service officiel » ou aucun droit similaire de promouvoir ou de commercialiser une association officielle avec Paris 2024 et les Jeux de Paris 2024 ne saura être accordé ni à l'Organisateur ni par l'Organisateur à tout tiers.

Enfin, en cas d'identification d'actes de contrefaçon ou d'ambush marketing, l'Organisateur prendra immédiatement les mesures nécessaires pour mettre fin aux activités non autorisées. Paris 2024 se réserve également le droit de venir sur les Clubs 2024, partout sur le territoire, pour vérifier que les principes énoncés dans ce document, notamment en termes de respect du cadre commercial, sont honorés.

Tous les documents relatifs au cadre commercial seront mis à disposition en ANNEXE 3.

The background of the slide is a solid blue color with a complex, repeating pattern of white geometric lines. These lines form various shapes, including circles, arcs, and interlocking paths, creating a maze-like or topographical effect. The pattern is dense and covers the entire area of the slide.

3. LE SITE D'UN CLUB 2024 ET SON FONCTIONNEMENT

3. Le site d'un Club 2024 et son fonctionnement

3.1. LOCALISATION [MIS À JOUR]

L'Organisateur choisira l'emplacement du Club 2024 après accord du préfet. Il pourra être encouragé à s'associer avec d'autres collectivités pour réaliser des projets communs et mutualiser les ressources à disposition lorsque les circonstances et les statuts le permettront.

Paris 2024 recommande de choisir des lieux passants, facilement accessibles, desservis par les transports en commun et identifiés dans la ville.

Avant de choisir son site, si cela est pertinent à l'échelle de la collectivité de l'Organisateur, il pourra être intéressant de mener une étude aux côtés des opérateurs de transport intégrant l'analyse de l'ensemble des sites touristiques de la collectivité (Club 2024, centre-ville, gare, aéroport, plateformes multimodales, stades et sites de compétitions, etc.) et l'ampleur de fonctionnement du Club 2024 (période, plages horaires, jours de non-fonctionnement, opérations phares, etc.).

Le site sera accessible aux personnes en situation de handicap, soit via les transports en commun, soit via une offre de transport complémentaire.

Idéalement, le lieu sera assez spacieux pour accueillir des animations sportives, culturelles, éducatives et un nombre important de visiteurs, proportionnellement à la taille de la commune.

Il peut s'agir d'un site en plein air (place centrale, jardin public, parc, etc.) comme d'un site couvert (gymnase, salle polyvalente, préau d'école, etc.) dont le périmètre peut être rendu hermétique (clos et délimité). Si la manifestation se tient dans une enceinte sportive, le code du sport devra s'y appliquer. Le choix d'un ERP existant est à privilégier pour des raisons pratiques et de sécurité. L'Organisateur veillera également à respecter les espaces naturels et à limiter son impact sur la biodiversité.

En cas de travaux (voirie, façades, etc.) prévus à proximité immédiate du site aux dates d'exploitation, l'Organisateur se rapprochera des services opérationnels compétents pour veiller à conserver l'identité visuelle du Club 2024 afin qu'il demeure esthétiquement accueillant.

Enfin, le lieu sera gardienné en permanence et sécurisé avec un contrôle d'accès comprenant à minima une inspection visuelle des sacs et une palpation de sécurité par une personne de même sexe, pouvant s'accompagner de l'usage d'un magnétomètre –raquette- permettant la détection de métaux. Des procédures d'évacuation rapide et fluide seront élaborées. Le site disposera des commodités nécessaires à sa bonne exploitation (eau, électricité, Internet, WC, etc.). L'Organisateur veillera à ce que le ou les écrans de retransmission ne soient pas visibles de l'extérieur de façon à ne pas provoquer de rassemblements de spectateurs ou points de fixations incontrôlés en dehors du Club 2024.

L'accès au site sera gratuit et l'espace permettra d'assurer un accès et un confort égal pour tous.

3.2. INFRASTRUCTURE

Un Club 2024 se définit à minima par un moyen fonctionnel de diffusion en direct des Jeux (écran(s), écran géant, etc.), par un système de sonorisation adéquat et par son habillage aux couleurs des Jeux (voir paragraphe 3.4).

Le ou les écrans seront réservés en priorité à la diffusion en direct des Jeux mais pourront également être utilisés pour retransmettre des contenus culturels, éducatifs et sportifs, dans le respect du cadre commercial de l'évènement (voir paragraphe 4.1).

Selon sa volonté, ses moyens (y compris de sécurisation) et l'espace dont il disposera, l'Organisateur pourra également aménager le site en prévoyant :

- Des débits d'alimentation et de boissons (voir paragraphe 4.6.1) ;
- Des espaces dédiés à des activités sportives, culturelles et éducatives (voir paragraphe 4.3) ;
- Une scène équipée pour réaliser des interviews et/ou pour accueillir des spectacles et des concerts ;
- Des espaces dédiés aux activations des Partenaires Marketing (voir paragraphe 4.4) ;
- Des zones réceptives (voir paragraphe 4.6.4) ;
- Une boutique officielle Paris 2024 et/ou une boutique de produits dérivés de la ville (voir paragraphe 4.6.2) ;
- Un espace de promotion de son territoire, de son patrimoine et/ou de sa culture locale.

L'Organisateur veillera à ce que le site, ses infrastructures et ses activités soient accessibles aux personnes en situation de handicap.

Enfin, l'infrastructure du site devra être réfléchie pour s'adapter à tout type de météo (zones techniques couvertes en cas de pluie, zones ombragées en cas de canicule, etc.) et devra de même conduire à une optimisation de l'emploi des ressources locales de sécurité.

3.3. FONCTIONNEMENT DU SITE : RESSOURCES HUMAINES ET BENEVOLES [MIS À JOUR]

L'Organisateur aura recours au personnel nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du site : agents d'accueil, animateurs éventuels, personnel de sécurité, premiers secours, etc.

Il pourra également développer, si son cadre juridique le lui permet et s'il le souhaite, un programme bénévoles complémentaire au programme des volontaires porté par Paris 2024 afin de faire participer des bénévoles à la réussite de son Club 2024. Souvent le premier point de contact des visiteurs sur le site, les bénévoles pourront devenir un élément clé du Club 2024.

S'il développe un tel programme et afin de garantir la meilleure expérience tant pour les bénévoles que pour le public, l'Organisateur prévoira un temps de formation des bénévoles pour les sensibiliser aux Jeux et pour les renseigner sur le dispositif, sur la programmation, sur les engagements en faveur de la responsabilité

environnementale et sociale de l'événement et sur leur rôle au sein du Club 2024. Ils seront également sensibilisés à l'accueil des personnes en situation de handicap.

Le programme bénévoles permettra également à l'Organisateur de développer le lien avec son tissu local (associations sportives, clubs, étudiants, programme local préexistant de bénévoles, réseaux seniors, académies du bénévolat, etc.).

Le programme développé par l'Organisateur devra respecter les règlements et lois en vigueur et sera distinct de celui qui sera mis en place par Paris 2024.

Tous les documents liés au sujet des bénévoles seront mis à disposition en ANNEXE 4.

3.4. HABILLAGE ET SIGNALÉTIQUE [MIS À JOUR]

Le « Look des Jeux » de Paris 2024 est l'identité visuelle qui accompagnera spectateurs, sportifs, bénévoles, et l'ensemble des acteurs des Jeux pendant la compétition. Il habillera les sites de compétition et sera décliné sur l'espace public dans les collectivités hôtes.

Dévoilé en février 2023, il reflète « l'élégance à la française », l'âme des Jeux de Paris 2024. Audacieux et épuré, il se compose de couleurs vives et présente des symboles forts, modernes et esthétiques tels que les pavés, qui rappellent le revêtement du sol de nombreuses villes françaises.

Les Clubs 2024 disposeront de supports dédiés pour l'habillage (écran, arche, barrières, mobilier urbain, etc.), transmis via une valise dématérialisée et qui résulteront d'une déclinaison du « Look des Jeux » précité.

Parmi ces supports, quelques éléments d'habillage seront obligatoires (par exemple, une arche d'entrée, des éléments de reconnaissance partenaires et ou un habillage du tour de l'écran géant) afin de respecter une esthétique commune à l'ensemble des Clubs 2024. Le reste des supports sera proposé à la discrétion des collectivités.

Il est également précisé que ces supports pourront cohabiter avec le « Look des Jeux » qu'ont déjà reçu les collectivités hôtes mais que seuls ces éléments graphiques de Paris 2024 pourront être utilisés pour l'habillage d'un Club 2024.

L'Organisateur sera responsable de l'adaptation de ces principes graphiques selon ses supports disponibles (contraintes de formes, tailles, etc.), de la production, de l'installation et du démontage d'éléments d'habillage, de visibilité et de signalétique sur le site, et ce dans le respect des règles d'usage.

Les éléments numériques et le guide d'usage qui leur est associé seront présentés lors d'un webinaire spécifique organisé à l'horizon **septembre 2023**. Le guide d'usage précisera notamment la visibilité à accorder aux Partenaires Marketing et les possibilités d'affichage accordées aux différentes parties prenantes institutionnelles.

Sur le site, l'Organisateur s'assurera que les horaires d'ouverture seront lisibles et adaptés au public et qu'une signalétique claire, accessible et non genrée sera mise en place pour orienter le public.

Tous les documents liés à l'habillage et à la signalétique seront mis à disposition en ANNEXE 5.

3.5. SECOURS, SECURITE ET RISQUES PROFESSIONNELS [MIS À JOUR]

La réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, tant sur le plan sportif que sur celui de l'engouement populaire, passe par une **maîtrise accrue des enjeux sécuritaires et de secours**. À cet effet, a été créé en 2018, une Coordination Nationale pour la Sécurité des Jeux Olympiques (CNSJ), rattachée au ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer. La CNSJ coordonne la préparation et la planification des opérations de sécurité et de secours et mobilise son expertise sur toute question relative à la sécurité des grands événements sportifs internationaux, en assurant le suivi de la mise en œuvre des décisions ministérielles, dans le respect des responsabilités opérationnelles des préfets. La CNSJ effectue sa mission en étant également sous l'autorité de la délégation interministérielle aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP), qui dépend de la Première ministre pour assurer les relations de l'État avec Paris 2024 et, en liaison avec les préfets concernés, avec les collectivités territoriales intéressées, tout en garantissant la cohérence et l'homogénéité de l'action de l'État ainsi que la livraison opérationnelle des engagements pris vis-à-vis du CIO.

L'Organisateur, en coordination avec les autorités publiques compétentes, sera entièrement **responsable de l'organisation et de la sécurisation du site et de ses abords**. Il veillera à déployer, à sa charge, un dispositif humain et matériel adapté, en volume et en qualité, aux spécificités du site et à l'application de la réglementation incendie (ERP PA, IOP).

La **sécurisation des abords du site est de la responsabilité de l'État** qui pourra solliciter le **concours de la police municipale** et demander la mise en conformité et/ou l'adaptation des conditions d'ouverture du site. Le plan de sécurité défini par l'Organisateur, comprendra différents scénarii de gestion d'événements et sera **soumis à instruction et validation par le préfet territorialement compétent**, après qu'il ait été consulté sur le principe d'un Club 2024 au regard de la contrainte globale sur l'ensemble des moyens de sécurité. En qualité d'Organisateur, la collectivité devra se conformer à toutes les exigences et recommandations que les différents services de l'État pourraient formuler en matière de **sûreté** et de **sécurité**.

Le plan de sécurité d'un Club 2024 sera établi conformément au cadre législatif et réglementaire en vigueur, et comprendra, selon la taille de la commune concernée et en accord avec le préfet : la définition des périmètres de sécurité et de circulation, et éventuellement de protection, la définition du concept local de sécurité, la délimitation physique des Clubs 2024 et de la surveillance externe et interne des sites, l'identité du responsable de la sécurité des sites, des accréditations et contrôles à l'entrée, du poste de commandement, de l'orientation des visiteurs, des inspections de sécurité préalables.

Afin d'aider à la mise en place d'un plan de sécurité adapté et proportionné, Paris 2024 mettra à disposition de l'Organisateur une fiche type comprenant **des recommandations et des bonnes pratiques**, parmi lesquelles :

- La nécessité d'opter pour une zone entièrement clôturée et sécurisée, avec un **gardienage ininterrompu** et préférentiellement un ERP déjà existant comme une enceinte sportive ou d'exposition, et, si cela est pertinent par rapport à la taille du dispositif envisagé, prévoir de délivrer systématiquement des **titres d'accès aux opérateurs, prestataires, intervenants et techniciens** ;

- La mise en place de **contrôles de sûreté et d'accès pour les piétons et les véhicules** permettant d'évaluer la jauge de visiteurs à tout moment ainsi qu'un règlement intérieur visible du grand public en matière d'objets interdits et de consommation d'alcool ;
- Le déploiement d'un **dispositif de secours prévisionnel adapté** conforme à la réglementation et soumis à la validation des autorités compétentes ;
- La **protection du site** via des dispositifs physiques d'anti-intrusion, en particulier de véhicules béliers, en l'installant sur un site déjà couvert par la vidéosurveillance et en condamnant certaines zones de stationnements de véhicules situées à proximité immédiate du site.

Ces mesures permettront de s'inscrire dans une politique de **prévention des risques et menaces** (terrorisme, atteinte aux personnes, risques naturels, sanitaires et accidentels).

Les opérations de travaux, d'aménagement, de montage, d'exploitation, de maintenance et de démontage du site, placées sous la responsabilité de l'Organisateur dans les espaces fonctionnels, devront respecter l'ensemble des règles relatives à la protection des travailleurs fixées par le Code du Travail. Il est donc de la responsabilité de l'Organisateur d'assurer la santé et la sécurité de l'ensemble des travailleurs concernés.

Enfin, au regard des nombreuses manifestations d'intérêts remontées par les collectivités pour l'organisation d'un site de célébration dans le cadre des Jeux, le Comité d'Organisation des Jeux de Paris 2024, la délégation interministérielle aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP) et la Coordination Nationale pour la Sécurité des Jeux Olympiques (CNSJ) entretiennent une **collaboration étroite dans un esprit de continuum de sécurité** et de partage des rôles et des responsabilités en produisant conjointement une annexe complémentaire au cahier des charges.

Cette **annexe vient préciser** certaines notions de secours, de santé et de sécurité, rappelle les **grands principes directeurs de sécurité et de répartition des responsabilités** et la nécessité d'obtenir une validation du concept par préfets territorialement compétents concomitante à celle de Paris 2024 concernant le projet de « Club 2024 » porté par la collectivité.

Ce document a été transmis à tous les Préfets de département et Paris 2024 invite les collectivités à entrer en contact, si les discussions ne sont pas déjà entamées, avec les services préfectoraux dans chacun des territoires pour étudier la faisabilité du projet, garantir la disponibilité des ressources humaines et logistiques et coconstruire chaque projet de « Club 2024 ».

Aussi, comme expliqué lors du webinaire du 12 avril 2023 par la DIJOP, les collectivités hôtes sont invitées à faire remonter à Paris 2024 **un premier concept engageant** de leur projet de Club 2024 **pour le 09 juin 2023**.

Jusqu'aux Jeux de Paris 2024, quelques documents transmis aux préfets (circulaires, notes, etc.) compléteront le cahier des charges et ses annexes afin d'**accompagner les collectivités** dans le respect du cadre réglementaire et sécuritaire initié par les instances étatiques.

Tous les documents liés au secours, à la sécurité ainsi qu'aux risques professionnels sont mis à disposition en ANNEXE 6.

3.6. ACCESSIBILITE ET INCLUSION

Au-delà de l'aspect réglementaire et obligatoire, l'accessibilité et l'inclusion sont des enjeux clés pour la livraison des Jeux Olympiques et Paralympiques.

L'Organisateur se fixe comme objectif que les prestations proposées soient accessibles à tous et notamment aux personnes en situation de handicap ou ayant des besoins spécifiques, qu'ils soient permanents ou temporaires, liés à une déficience physique, sensorielle, intellectuelle, à une différence linguistique ou culturelle.

Les éléments listés ci-dessous permettront d'assurer une expérience égale pour tous :

- Apporter un soin particulier aux informations transmises aux visiteurs et relatives à l'accessibilité de l'événement : diffusion du plan d'accès et des informations pratiques pour rejoindre le site de célébration, itinéraires et accès, détail des services proposés, modalités d'accueil, etc. ;
- Sensibiliser les personnes chargées de l'accueil (bénévoles, personnel de sécurité, etc.) à l'accueil des personnes en situation de handicap afin de proposer une information et un accompagnement adaptés ;
- Garantir l'accessibilité des parcours et des services conformément aux lois et aux règlements en vigueur : notamment l'accès de plain-pied ou avec des systèmes compensant d'éventuelles marches (rampes, ascenseurs, élévateurs), avec des circulations, des serre-files et des portes suffisamment larges, avec un ou plusieurs sanitaires adaptés, avec des emplacements aménagés dans les gradins avec vue dégagée, etc. ;
- En cas de discours ou d'animations en live, s'assurer de la disponibilité d'un service de communication adapté pour du sous-titrage, de la transcription simultanée et/ou de l'interprétariat en langue des signes française pour les personnes malvoyantes ou malentendantes ;
- Prévoir une signalétique visible (support contrasté par rapport à son environnement), lisible (police linéale et contrastée par rapport au support, hauteur suffisante des caractères), homogène et compréhensible (informations concises et classées, avec recours aux pictogrammes) ;
- Accepter les éventuels chiens-guides ou chiens d'assistance sur site.

Afin d'accompagner au mieux l'Organisateur dans la mise en place de Clubs 2024 accessibles à tous, Paris 2024 mettra à disposition les éléments suivants :

- Guide « Vocabulaire relatif au handicap » ;
- Guide « Bien accueillir les Personnes en Situation de Handicap » ;
- Guide « Organisation d'événements accessibles » ;
- Guide « Élément de signalisation accessible ».

Tous les documents liés aux sujets d'accessibilité et d'inclusion seront mis à disposition en ANNEXE 7.

3.7. NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS

Le nettoyage et la gestion des déchets font partie des domaines opérationnels les plus critiques pour une perception positive des Clubs 2024 par le public.

L'Organisateur s'assurera qu'un bon niveau de propreté soit garanti pendant l'événement, qu'il a mis en place une organisation favorisant la réduction à la source des déchets, que le public est sensibilisé au tri des déchets et qu'un schéma de collecte des déchets permettant un taux de valorisation matière élevé est mis en place.

Les prestations proposées devront être en cohérence avec les ambitions sociales et environnementales de Paris 2024 et respecter les principes suivants :

- Qualité de service ;
- Respect des règles sanitaires et de la législation en matière de gestion des déchets ;
- Durabilité des produits et des méthodes de nettoyage ;
- Valorisation du travail des agents de nettoyage ;
- Formation de tous les acteurs (notamment des restaurateurs) à la stratégie de gestion et de collecte des déchets ;
- Exemplarité et innovation ;
- Héritage en termes d'équipements et de pratiques ;
- Traçabilité.

Paris 2024 mettra à disposition des documents complémentaires pour aider au mieux l'Organisateur sur les sujets de nettoyage et de gestion des déchets.

Tous les documents seront regroupés en ANNEXE 8.

3.8. ORGANISATION D'UN EVENEMENT ECORESPONSABLE

En tant que signataire de la Charte des 15 engagements écoresponsables du ministère des Sports, Paris 2024 s'engage à viser les plus hauts standards de performance climatique, environnementale et sociale.

Sur l'ensemble de la phase de préparation jusqu'à la livraison des Jeux, chaque événement organisé par le Comité d'Organisation, les parties prenantes des Jeux, les partenaires, les collectivités hôtes ou labellisées Terre de Jeux doit ainsi s'inscrire dans une démarche d'amélioration progressive, pour atteindre les objectifs fixés par Paris 2024 pour l'organisation d'événements responsables.

Paris 2024 incite donc l'Organisateur à mener des actions dans les différents domaines listés ci-après et met à sa disposition le guide des événements responsables Paris 2024 qui détaille les bonnes pratiques afin de mettre en œuvre les engagements détaillés ci-dessous.

GRANDS ENJEUX :

- Impact carbone : actions pour éviter et réduire ses émissions, éventuelles actions de compensation, et mobilisation ;
- Biodiversité : respect des espaces naturels, mesures de réduction de l'impact sur la biodiversité, mesures de préservation des arbres et des espaces, limitation des pollutions lumineuses et sonores, mobilisation sur les enjeux de la biodiversité ;
- Économie circulaire : actions pour réduire les matières nécessaires en misant sur l'existant, éco-concevoir ce qui doit être produit, assurer une seconde vie aux produits et équipements, gérer efficacement les déchets ;
- Résilience et adaptation aux changements climatiques : accès gratuit et facilité à des fontaines à eau (sur lesquelles aucune marque, même institutionnelle, n'apparaîtra), zones d'ombres, espaces végétalisés rafraîchis, brumisateurs, etc.

MÉTIERS :

- Achats responsables : intégration des critères environnementaux et sociaux pour l'ensemble des achats d'un Club 2024, en s'appuyant sur les principes de la Stratégie Responsable des Achats de Paris 2024 ;
- Énergie et gestion des ressources :
 - Énergie électrique : alimentation électrique par fourniture d'électricité renouvelable (connexion réseau et/ou production d'énergie temporaire). L'utilisation de carburant fossile pour la fourniture d'énergie électrique temporaire est proscrite sans accord explicite du département Énergie de Paris 2024 ;
 - Économie et préservation des ressources en eau : aucun rejet d'huile ou de produits toxiques dans les égouts, favoriser l'installation de sanitaires écoresponsables, etc.
- Eco-mobilité : lieu accessible en transports en commun (moins de 500 mètres), mesures en faveur des moyens de mobilité douce (exemple : valorisation des pistes cyclables existantes, parkings vélos) ;
- Optimisation de la logistique : choix de fournisseurs et de prestataires locaux, encouragement à la mutualisation des transports de marchandises et de personnes ;
- Restauration durable : mise en place d'une offre de restauration favorisant la consommation de produits sains, locaux, bio, bas carbone, de recettes de saison, minimisation de la production de déchets (suppression du plastique à usage unique, réduction du gaspillage alimentaire), redistribution des invendus au profit d'associations locales ;
- Eco-communication : réduction des supports de communication et en particulier ceux pouvant générer des déchets (flyers, goodies, emballages...), supports de communication faits avec des matériaux écoresponsables.

TRANSVERSE :

- Formation et mobilisation interne : dans la mesure du possible, désignation d'un référent « Responsabilité sociale et environnementale », sensibilisation de l'ensemble des équipes et prestataires dans la démarche ;
- Mobilisation et sensibilisation externe : communication sur les engagements de l'événement, mise en place d'animations en faveur d'une société solidaire et durable ;
- Innovation sociale : sélection de prestataires favorisant l'insertion de personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap.

Tous les documents liés à l'organisation d'événements responsables et utiles seront mis à disposition en ANNEXE 9.

3.9. GESTION DES RISQUES ET ALEAS LIES A LA CRISE SANITAIRE

L'Organisateur prendra en compte l'évolution de la crise sanitaire liée à la COVID 19 et l'éventualité d'autres crises potentielles, de toute nature, dans le développement du projet et anticipera, en cas de survenance d'une de ces crises, plusieurs scénarios de déploiement répondant aux mesures et recommandations gouvernementales en vigueur ainsi qu'à toute exigence légale et réglementaire.

Paris 2024 se réserve par ailleurs le droit d'ajuster le concept et les modalités d'organisation des Clubs 2024.

The background of the entire page is a vibrant blue, overlaid with a complex, repeating pattern of white lines. These lines form a variety of geometric shapes, including circles, arcs, and interlocking paths, creating a dynamic and modern visual texture.

4. ANIMATION D'UN CLUB 2024

4. Animation d'un Club 2024

4.1. LA DIFFUSION DES JEUX [MIS À JOUR]

Le ou les écran(s) présent(s) dans les Clubs 2024 seront dédiés en priorité à la diffusion en direct des Jeux.



Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 bénéficieront d'une couverture télévisuelle exceptionnelle grâce à ses deux diffuseurs officiels nationaux, Warner Bros. Discovery au travers d'Eurosport France pour les Jeux Olympiques et France Télévisions pour les Jeux Olympiques et en exclusivité pour les Jeux Paralympiques.

Paris 2024, en phase avec son ambition d'« Ouvrir Grand les Jeux » est ravi de pouvoir proposer à toutes les collectivités organisant un Club 2024 le signal de retransmission des Jeux Olympiques et Paralympiques **gratuitement**. La programmation

sera précisée en temps voulu mais l'objectif sera de partager les grands temps des Jeux (cérémonies, finales, etc.) et de mettre en avant les exploits de l'Équipe de France.

Les éléments techniques de retransmission (accès au signal, écran, sonorisation, connexion, etc.) seront à la charge de l'Organisateur et seront présentés aux collectivités prochainement.

L'Organisateur pourra profiter des écrans pour diffuser des contenus liés à ses différentes parties prenantes institutionnelles et au tissu associatif local (clubs de sport, associations sportives, etc.) dans la mesure où ces contenus respecteront les principes de collaboration entre l'Organisateur et les Partenaires Marketing. Aucune marque concurrente ne pourra donc apparaître à l'écran.

Tous les contenus liés à la diffusion sur écran seront mis à disposition en ANNEXE 10.

4.2. LES MARQUEURS DE PARIS 2024 [NOUVEAU]

Afin de proposer une **expérience** des Jeux Olympiques et Paralympiques complète, **festive et animée** aux visiteurs des sites de célébration, Paris 2024 travaille sur l'activation de la mascotte et sur le passage des athlètes dans les Clubs 2024. Les opportunités liées à ces marqueurs de Paris 2024 et les réflexions en cours sont précisés dans les paragraphes ci-dessous.

4.2.1. La mascotte des Jeux

Paris 2024 a pour ambition de faire bouger la France et les Français sur l'ensemble du territoire français et ultramarin. À la tête de ce mouvement, la Phryge Olympique et la Phryge Paralympique ont une même conviction : le sport peut tout changer : nos vies, notre santé, nos relations aux autres ainsi que notre rapport à l'environnement.

Pour respecter cet engagement, Paris 2024 propose de **faire bénéficier aux collectivités hôtes**, organisatrices d'un site de célébration dit "Club 2024", **du passage des mascottes** durant la **période des Jeux Olympiques et/ou Paralympiques**.

Paris 2024 assurera la mise en œuvre du passage des mascottes Paris 2024 dans les collectivités concernées (artistes, durée de passage, animations) et sera la seule structure habilitée à organiser ces passages dans les Clubs 2024. Ces modalités seront précisées aux collectivités ultérieurement.

Dans la construction de son projet et de son planning d'animation, l'Organisateur n'hésitera pas à identifier les différents **temps forts** afin que Paris 2024 puisse **anticiper et optimiser la coordination des besoins** sur l'ensemble des Clubs 2024.

4.2.2. Les athlètes

Mettre le sport au cœur de la vie des Français est une des ambitions premières de Paris 2024 et la rencontre avec les athlètes est une source d'inspiration sans mesure. C'est pour cela que le Comité d'Organisation, à travers notamment le programme des Clubs 2024, développe un projet de mobilisation des athlètes sur les différents sites de célébration qui seront mis en place à travers les territoires.

L'objectif de ce dispositif est de valoriser les champions locaux et d'inspirer la population à se mettre au sport via la venue de ces sportifs de haut niveau. Ces rencontres seront un temps fort dans la programmation des Clubs 2024.

Paris 2024 s'engage à mettre en relation au moins un athlète (actuel ou ancien sportif de haut-niveau inscrit sur liste ministérielle), avec les référents de chaque Club 2024 des collectivités hôtes.

Nous rappelons l'importance pour les collectivités de compléter leur dossier de projet de Club 2024 pour le **9 juin 2023**, afin de pouvoir affiner la planification du passage des athlètes et de pouvoir bénéficier de ce programme mis en place par Paris 2024.

Dès finalisation du recensement, Paris 2024 orientera les athlètes disponibles dans les Clubs 2024 et se coordonnera avec l'Organisateur concernant l'accueil de ces athlètes.

Par ailleurs, Paris 2024 encourage les collectivités à travailler en étroite collaboration avec les acteurs de leur territoire afin de mettre en avant les sportifs locaux, qu'ils soient de futurs espoirs, ou des olympiens et paralympiens reconnus et accomplis.

À ce sujet, la section « Mettre en valeur l'Équipe de France et mobiliser les athlètes » du guide pratique des Clubs 2024 envoyé à toutes les collectivités à l'automne 2022 donne des conseils sur une bonne mobilisation des athlètes dans les Clubs 2024.

Enfin, un webinaire dédié à la programmation des Clubs 2024 sera organisé au **dernier trimestre 2023** afin de détailler les différentes formes d'animations à mettre en place autour de la venue d'un athlète.

4.3. ACTIVITES SPORTIVES, CULTURELLES ET EDUCATIVES

Afin de proposer une expérience riche et complète des Jeux, l'Organisateur est vivement invité à proposer une programmation sportive, culturelle et éducative.

Cette dernière pourrait par exemple inclure des initiations sportives, des concerts, des performances artistiques, une sensibilisation aux classifications paralympiques ou encore des divertissements. Paris 2024 mettra à disposition des contenus ou des idées d'animations dont chaque collectivité pourra s'emparer.

Les animations auront lieu sur scène (le cas échéant) ou dans tout autre espace du site, sous réserve des considérations de sécurité publique.

L'Organisateur sera responsable de la planification et de la mise en œuvre du programme d'animations et de divertissements.

Tous les contenus liés à l'organisation d'activités sportives, culturelles et éducatives seront mis à disposition en ANNEXE 11.



4.3.1. Activités sportives

L'Organisateur est vivement encouragé à organiser des activités sportives dans le cadre d'un partenariat avec les clubs et les associations sportives locales, les Comités Départementaux Olympiques et Sportifs, les Comités Régionaux Olympiques et Sportifs, ainsi qu'avec les référents territoriaux du Comité Paralympique et Sportif Français.

Ces activités devront idéalement comprendre des sports olympiques et paralympiques présents au programme des Jeux.

Elles pourront prendre la forme :

- D'initiations sportives liées à des disciplines olympiques et/ou paralympiques ;
- De démonstrations sportives ;
- De compétitions amicales organisées dans ou à proximité du site (course de 2024 mètres, tournois, etc.).

Tout ou partie des activités sportives proposées seront accessibles aux personnes en situation de handicap.

Au regard de la force inspirationnelle de ce type d'animation, Paris 2024 invite fortement l'Organisateur à mettre en avant les athlètes locaux via des interviews sur le site, des commentaires d'épreuves en live ou encore via des démonstrations sportives et fera son maximum pour faciliter ce type d'initiatives.

4.3.2. Activités culturelles

L'Organisateur est également vivement invité à proposer une programmation culturelle qui peut s'appuyer sur les acteurs locaux et sur les propositions nées de l'Olympiade Culturelle. Ce programme activable dès à présent permet de susciter un élan conjuguant art et sport au cœur des territoires. Les contenus créés et de nouvelles restitutions pourront avoir lieu au sein d'un Club 2024.

Afin d'accompagner la construction de la programmation culturelle, Paris 2024 mettra à sa disposition un kit culturel qui comprendra des propositions liant art et sport. Ce kit comprendra notamment :

- Des recommandations et des contacts d'acteurs culturels pour organiser par exemple des spectacles, des performances dans l'espace public, des concerts, des projections, ou encore des expositions ;
- Des suggestions de contenus audiovisuels. Les droits de certains contenus auront été négociés par Paris 2024 ;
- Des idées de formats art et sport à adapter localement (par exemple : un pentathlon constitué d'initiations sportives et culturelles, une battle de graff, un relais entre les lieux culturels de la ville, etc.).

4.3.3. *Contenus éducatifs*

Enfin, afin de promouvoir les valeurs olympiques et paralympiques, l'Organisateur pourra proposer des contenus éducatifs (jeux éducatifs, bulletins d'information, fresques à colorier, sensibilisation au handicap et aux classifications paralympiques, etc.) pour aborder les valeurs du sport et les grands enjeux de société tout en bougeant et en s'amusant.

Un kit digital contenant une partie de ces éléments sera mis à disposition de l'Organisateur par Paris 2024 en amont des Jeux.

L'Organisateur pourra également se rapprocher des écoles et établissements labellisés « Génération 2024 » afin de :

- Mettre en lumière les contenus produits par les élèves (expositions, fresques, photos, vidéos, reportages sur les Jeux, etc.) ;
- S'appuyer sur les étudiants pour animer et encadrer des stands de pratique sportive ou d'acculturation olympique et paralympique ;
- Engager la jeunesse de son territoire en s'appuyant sur les associations sportives des lycées, les professeurs d'EPS et les organisateurs de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) et de l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (UGSEL).

4.4. INTEGRATION DES PARTENAIRES MARKETING DE PARIS 2024 [MIS À JOUR]

Conscient, à la fois, du potentiel d'animation des Partenaires Marketing et des enjeux économiques soulevés par la mise en place de Clubs 2024, Paris 2024 souhaite faciliter l'intégration des Partenaires Marketing dans les Clubs 2024 tout en ouvrant à l'Organisateur des possibilités de commercialisation aux Partenaires Marketing.

Le cadre présenté ci-dessous décrit ces opportunités et les modalités de mises en relation de l'Organisateur avec les Partenaires Marketing sont présentées dans la section 8.1 « Calendrier et démarches ».

4.4.1. *Visibilité sur site et sur supports de communication*

Comme mentionné en section 2.8.1 d présent document, les Partenaires Marketing bénéficient de droits garantis de reconnaissance collective minimale sur site et sur les supports de communication. Ces droits seront précisés dans le guide d'usage de la marque communiqué en septembre 2023.

Paris 2024 informe l'Organisateur qu'en dehors des éléments obligatoires, il pourra également proposer de la visibilité additionnelle individuelle sur site et sur les supports de communication aux Partenaires Marketing et que celle-ci pourra faire l'objet d'une transaction commerciale.

Les possibilités de visibilité additionnelles seront précisées dans le guide d'usage de la marque communiquée en septembre 2023.

4.4.2. Visibilité sur (grand) écran

Paris 2024 remettra à l'Organisateur différents contenus numériques dont un clip d'inspiration réalisé par Paris 2024 ainsi qu'un clip de campagne de reconnaissance partenaires.

Dans la mesure où la diffusion en direct des Jeux restera prioritaire, l'Organisateur pourra également proposer de la visibilité additionnelle individuelle sur écran (clip promotionnel, clip inspirationnel, etc.) aux Partenaires Marketing et celle-ci pourra faire l'objet d'une transaction commerciale.

Chaque contenu diffusé à l'écran ne pourra pas dépasser 30 secondes et la durée cumulée des contenus proposés par les Partenaires Marketing et par les parties prenantes institutionnelles de l'Organisateur (voir section 4.5) ne pourra pas dépasser 5 minutes par heure de diffusion.

Un guide communiqué en septembre 2023 précisera les bonnes pratiques de diffusion sur écran et notamment la visibilité collective minimale à accorder aux Partenaires Marketing.

Enfin, les discussions concernant la visibilité additionnelle individuelle sur écran se feront au cas par cas entre les Partenaires Marketing et l'Organisateur.

4.4.3. Animations au sein d'un espace au sol et sur scène

L'Organisateur pourra mettre des espaces à disposition des Partenaires Marketing afin que ces derniers puissent proposer des animations.

Les animations devront être gratuites et les animations sur scène laisseront la priorité à la diffusion en direct des Jeux.

Une redevance pourra être établie par l'Organisateur pour la mise à disposition de son domaine public. Au-delà de cette redevance, aucune autre contribution financière ne pourra donc être exigée à ce sujet par l'Organisateur.

Si le site choisi par l'Organisateur possédait un espace au sol et/ou sur scène disponible pour les Partenaires Marketing, les discussions concernant d'éventuelles activations se feraient au cas par cas entre les Partenaires Marketing et l'Organisateur.

4.4.4. Zones réceptives

L'Organisateur aura la possibilité de mettre en place une zone réceptive et de commercialiser des accès ou des espaces au sein de cette zone aux Partenaires Marketing.

Les conditions d'installation d'une zone réceptive sont détaillées dans la section 4.6.4.

4.4.5. Procédure de validation par Paris 2024

Les éléments de visibilité sur site, de visibilité sur supports de communication, de visibilité sur écran et d'animations au sol et sur scène accordés aux Partenaires Marketing seront communiqués à Paris 2024 pour

validation au plus tard le **1^{er} juin 2024** et en amont d’une éventuelle contractualisation avec des Partenaires Marketing.

Les modalités de transmission des informations par l’Organisateur et de validation par Paris 2024 seront précisées ultérieurement.

4.5. INTEGRATION DES PARTIES PRENANTES INSTITUTIONNELLES DE L’ORGANISATEUR [NOUVEAU]

Paris 2024 a obtenu du Comité International Olympique la possibilité pour l’Organisateur d’intégrer des parties prenantes institutionnelles dans les Clubs 2024.

L’intégration de parties prenantes institutionnelles ne doit en aucun cas remettre en cause les droits des Partenaires Marketing, qui restent prioritaires, et Paris 2024 insiste sur l’importance de la protection des droits des Partenaires Marketing détaillée en section 2.8.4 du présent document.

Une liste des parties prenantes institutionnelles autorisées est disponible en annexe 3.

Les possibilités d’intégration des parties prenantes institutionnelles sont détaillées ci-dessous.

4.5.1. Visibilité sur site et sur supports de communication

Les parties prenantes institutionnelles de l’Organisateur pourront bénéficier de visibilité sur le Club 2024 et sur les supports de communication. Ces opportunités de visibilité seront cadrées par le guide d’usage de la marque communiqué en septembre 2023.

4.5.2. Visibilité sur (grand) écran

Si l’installation technique le permet et dans la mesure où la diffusion en direct des Jeux restera prioritaire, les parties prenantes institutionnelles de l’Organisateur pourront bénéficier de visibilité sur écran (clip promotionnel, clip inspirationnel, etc.).

Les contenus diffusés respecteront impérativement le cadre commercial énoncé en section 2.8 du présent document. Aucune marque concurrente des Partenaires Marketing ne pourra donc être visible.

Chaque contenu diffusé à l’écran ne pourra pas dépasser 30 secondes et la durée cumulée des contenus proposés par les Partenaires Marketing et par les parties prenantes institutionnelles ne pourra pas dépasser 5 minutes par heure de diffusion.

Un guide communiqué en septembre 2023 précisera les bonnes pratiques de diffusion sur écran.

4.5.3. Animations au sein d'un espace au sol et sur scène

Les parties prenantes institutionnelles de l'Organisateur pourront proposer des animations gratuites au sein d'un espace au sol et sur scène dans la mesure où le dispositif respectera le cadre commercial énoncé en section 2.8 du présent document. Aucune marque concurrente des Partenaires Marketing ne pourra donc être visible.

Les animations sur scène laisseront également la priorité à la diffusion en direct des Jeux.

4.5.4. Zones réceptives

L'Organisateur aura la possibilité de mettre en place une zone réceptive et de commercialiser des accès au sein de cette zone à des parties prenantes institutionnelles dans la mesure où le dispositif respectera le cadre commercial énoncé en section 2.8 du présent document. Aucune marque concurrente des Partenaires Marketing ne pourra donc être visible.

Les conditions d'installation d'une zone réceptive sont détaillées dans la section 4.6.4.

4.5.5. Procédure de validation par Paris 2024

La liste des parties prenantes institutionnelles que l'Organisateur souhaitera intégrer dans un Club 2024 sera transmise à Paris 2024 pour validation au plus tard le **30 mars 2024**.

Le détail des éléments accordés aux parties prenantes institutionnelles de l'Organisateur (visibilité sur site, visibilité sur supports de communication, visibilité sur écran, animations au sol et sur scène) sera transmis à Paris 2024 pour validation au plus tard le **1er juin 2024**.

Les modalités de transmission des informations par l'Organisateur et de validation par Paris 2024 seront précisées ultérieurement.

4.6. ACTIVITES COMMERCIALES

4.6.1. Débit d'alimentation et de boissons

Des débits d'alimentation et de boissons pourront être présents ou installés sur les sites. Leur exploitation respectera les principes énoncés ci-dessous ainsi que le cadre commercial présenté au paragraphe 2.8.

COMMENT PROPOSER UNE RESTAURATION DURABLE ?

Pour la livraison des 13 millions de repas et de snacks, Paris 2024 a défini sa Vision pour la restauration des Jeux autour de 6 engagements clés pour une restauration durable et de qualité.

Une déclinaison en actions concrètes de ces 6 engagements dont l'Organisateur pourra s'inspirer pour contribuer à l'exemplarité environnementale et sociale des Jeux, est détaillée ci-dessous :

- Diviser par 2 l'empreinte carbone de l'assiette
 - Proposer des offres végétariennes diversifiées, attractives et de saison, avec au minimum une offre chaude et froide végétarienne pour tous les publics. S'appuyer sur les talents de la cuisine locale, française et internationale pour donner envie de découvrir ces nouvelles offres bas-carbone.
- Viser 100% d'alimentation certifiée
 - S'approvisionner auprès de producteurs locaux, en favorisant le recours à des produits labellisés (Bio, Label Rouge, pêche responsable, commerce équitable).
- Diviser par 2 la quantité de plastique à usage unique
 - Minimiser l'utilisation de plastique à usage unique et de matières non recyclables notamment pour les contenants, emballages et les boissons. Favoriser la consigne et le réemploi de tous les contenants en particulier les gobelets.
- Valoriser 100% des ressources alimentaires non consommées
 - Estimer au plus juste les quantités nécessaires en amont pour limiter le gaspillage alimentaire à la source et valoriser (via le don, transformation, revente, compostage ou méthanisation) l'ensemble des produits alimentaires non consommés
- Assurer 100% de réemploi des équipements
 - S'appuyer sur les structures existantes pour les débits d'alimentation et de boissons
- Développer des pratiques socialement inclusives et créatrices de valeurs sur les territoires
 - Favoriser le recours aux très petites entreprises (TPE), aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS).

S'ils existent sur son territoire, l'Organisateur pourra s'appuyer sur les projets alimentaires territoriaux (PAT) pour valoriser dans le cadre des Jeux les actions, acteurs et savoir-faire de son territoire.

La « Vision pour la restauration de Paris 2024 » ainsi que les documents liés aux débits d'alimentation et de boissons seront mis à disposition en ANNEXE 3.

DÉBITS DE BOISSONS NON ALCOOLISÉES

Les opérateurs des débits devront respecter les droits de fourniture exclusive des Partenaires Marketing et ne pourront donc pas utiliser des produits de marques concurrentes à celles des Partenaires Marketing de manière visible sur le site.

Coca-Cola est partenaire des Jeux Olympiques et Paralympiques depuis 1928, et s'est associé avec Mengniu depuis 2019 dans la catégorie de produits « Boissons non alcoolisées (inclus l'eau, le thé et le café), bases et préparations pour boissons non alcoolisées, lait et boissons lactées, bases et préparations pour boissons lactées, yaourt, crème glacée et autres produits laitiers ». Ainsi, les opérateurs des débits de boissons non-alcoolisées auront l'obligation de proposer uniquement des boissons fraîches et chaudes de la gamme Coca-Cola. En effet, Coca-Cola dispose également de l'exclusivité dans la catégorie des boissons chaudes et souhaite activer ses droits à travers sa filiale Costa Coffee.

Dans le cas où Coca-Cola ne serait pas en capacité de répondre au besoin de l'Organisateur, et notamment pour l'eau, un accord de Paris 2024 sera nécessaire afin de référencer des produits hors de la gamme Coca-Cola et l'Organisateur devra s'assurer qu'aucune marque tierce ne soit visible sur les supports de communication et sur la signalétique sur site.

Paris 2024 facilitera la mise en relation entre l'Organisateur et le Partenaire Marketing Coca-Cola.

DÉBITS DE BOISSONS ALCOOLISÉES ET D'ALIMENTATION [MIS À JOUR]

En ce qui concerne les boissons alcoolisées et l'alimentation, l'Organisateur, sous réserve de l'accord du préfet, sera libre de proposer une offre qui lui semble cohérente, mais le programme commercial de Paris 2024 n'étant pas finalisé, Paris 2024 n'exclut pas l'arrivée de nouveaux Partenaires Marketing sur ces catégories de produits et, le cas échéant, l'Organisateur devra exclusivement mettre en vente les produits référencés par les Partenaires Marketing concernés selon des modalités qui seront précisées ultérieurement.

Pour tout référencement de produits de marques tierces et non-partenaires, un accord de Paris 2024 sera nécessaire et l'Organisateur devra s'assurer qu'aucune marque tierce ne soit visible sur les supports de communication et la signalétique sur site.

Enfin, l'Organisateur sera responsable de l'obtention des licences et des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes dans le cas où des boissons alcoolisées seraient vendues sur le site et se référera à la réglementation en vigueur en cas d'implantation de son Club 2024 au sein d'une enceinte sportive.

4.6.2. Vente au détail

BOUTIQUES OFFICIELLES PARIS 2024 [MIS À JOUR]

Paris 2024 a délégué la gestion (installation, exploitation, désinstallation) des Boutiques Officielles Paris 2024 à un Opérateur Officiel.

Les collectivités intéressées par la mise en place d'une boutique officielle de Paris 2024 ont **jusqu'au 9 juin 2023** pour l'indiquer dans leur projet de Club 2024.

L'opérateur officiel de Paris 2024 reviendra vers les collectivités présélectionnées d'ici au **23 juillet 2023** pour entamer des échanges sur les projets potentiels.

Il est rappelé que les Boutiques Officielles Paris 2024 ne pourront être gérées (installation, exploitation, désinstallation) que par l'Opérateur Officiel de Paris 2024.

Enfin, l'Organisateur pourra solliciter auprès de l'Opérateur Officiel de Paris 2024 une redevance d'occupation de l'espace public mais ne pourra pas percevoir de revenus liés à la vente des produits officiels.

BOUTIQUES DE PRODUITS DERIVES DE L'ORGANISATEUR

L'Organisateur pourra mettre en place une boutique de ses produits dérivés dans la mesure où :

- Le point de vente ne présentera aucun habillage officiel Paris 2024, Olympique ou Paralympique ;
- Le point de vente sera situé dans un espace bien délimité au sein du Club 2024 ;

- Les produits vendus se limiteront à des produits dérivés de l'Organisateur.

Par ailleurs, il est rappelé que les “goodies” qui associent Paris 2024 et une collectivité ne peuvent en aucun cas être vendus.

4.6.3. Moyens de paiement

Dans le cadre des opérations relatives aux activités commerciales décrites dans les paragraphes 4.6.1. et 4.6.2, l'Organisateur sera amené à mettre en place un système de paiement.

Visa étant partenaire des Jeux Olympiques et Paralympiques depuis 1986 dans la catégorie de produits « services de paiement, sécurité des transactions/authentification, cartes prépayées », le paiement par carte de crédit ne devrait pouvoir se faire que via le système de paiement mis en place par le Partenaire Marketing sur le Site de l'Organisateur.

Cependant, dans le cas où Visa n'apporterait pas les solutions de paiement susmentionnées, répondant aux besoins de l'Organisateur, et après validation de Paris 2024, l'Organisateur pourra alors proposer son propre système de paiement en veillant à ne pas accorder de visibilité à des marques tierces et non-partenaires de Paris 2024.

4.6.4. Zones réceptives

Les zones réceptives ont pour objectif de proposer une prestation d'accueil dans des conditions privilégiées aux différentes parties prenantes de l'Organisateur (athlètes, partenaires, acteurs institutionnels, etc.).

L'Organisateur aura la possibilité de mettre en place et de commercialiser une zone réceptive sur le site.

Il pourra également commercialiser tout ou partie de cet espace réceptif aux Partenaires Marketing de Paris 2024.

Les modalités de mise en relation entre les Partenaires Marketing et l'Organisateur sont détaillées en section 8.1.

Afin de respecter les droits de la société On Location, fournisseur officiel et exclusif des hospitalités pour Paris 2024, l'Organisateur ne pourra pas vendre de packages associant un billet de Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et un espace réceptif dans un Club 2024 ou positionner cette zone réceptive comme un produit d'hospitalité olympique ou paralympique (ou dénomination semblable).

Néanmoins, Paris 2024 mettra en relation On Location avec les Organismes pour envisager des opportunités communes. L'Organisateur pourra ainsi, par exemple, choisir On Location pour opérer sa zone réceptive.

4.6.5. Événements payants

L'Organisateur sera en mesure, s'il le souhaite, d'utiliser son site pour proposer un autre type d'activation dont l'accès serait payant (concert, représentation, conférence, etc.), de manière exceptionnelle.

Dans ce cas, deux éléments sont à prendre en compte :

- Si l'évènement payant organisé ne fait apparaître aucune marque tierce non-partenaire des Jeux au cœur du périmètre d'activation, alors le site peut demeurer un Club 2024.

Exemple : un concert faisant intervenir un artiste local, sans association de marques.

- A l'inverse, si l'évènement payant organisé est associé à des marques tierces non-partenaires des Jeux, alors le site ne peut plus être considéré comme un Club 2024 et aucune identification aux Jeux ne peut se faire (démontage du branding, communication, diffusion des Jeux, etc.).

Exemple : *un festival annuel, organisé par une collectivité et bénéficiant de ses propres partenaires, est mis en place sur le site du Club 2024 pendant la période de transition entre les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques.*

Dans tous les cas, l'Organisateur présentera son projet complet d'activations pour validation par Paris 2024 dans son dossier final (voir paragraphe 8.1).

The background of the entire page is a vibrant blue color. It is decorated with a complex, repeating pattern of white lines. These lines form various geometric shapes, including circles, arcs, and straight segments, creating a sense of movement and depth. The pattern is reminiscent of a stylized, modern art style.

5. MÉDIAS ET COMMUNICATION

5. Médias et communication

L'Organisateur recevra un kit de communication comprenant des outils personnalisables pour annoncer l'événement au grand public et à la presse : communiqué de presse type, invitation presse, affiches, flyers, banderoles digitales.

Ce kit détaillera également les règles et bonnes pratiques à opérer dans le cas de diffusions de contenus liés aux Clubs 2024.

Dans l'éventualité d'une couverture presse majeure d'un événement se déroulant au sein du Club 2024 (par exemple : accueil d'un athlète, séquence d'inauguration, etc.), un espace dédié à la presse pourra être mis en place pour faciliter l'accueil de journalistes.

Enfin, Paris 2024 informera les médias de l'existence des Clubs 2024 et de leur programmation. Les modalités de déplacement des équipes Paris 2024 au sein des territoires seront précisées ultérieurement.

Les documents liés aux médias et à la communication seront mis à disposition en ANNEXE 12.



6. PRINCIPALES CHARGES ET RECETTES PRÉVISIONNELLES DE L'ORGANISATEUR

6. Principales charges et recettes prévisionnelles de l'Organisateur

Les caractéristiques du ou des Club(s) 2024 envisagé(s) par l'Organisateur (jauge, localisation, animations, ...) auront un impact sur ses charges et ses possibilités de recettes.

Les parties 6.1 et 6.2 ci-dessous, fournies à titre informatif et non exhaustif, ont été réalisées afin d'aider au mieux l'Organisateur dans la sélection d'éléments qui impacteront la budgétisation de son projet.

6.1. CHARGES PREVISIONNELLES

- Infrastructures :
 - Structures de diffusion : écrans, écrans géants, système de sonorisation, couverture Internet, câbles, etc. ;
 - Structures potentielles pour les espaces d'animations sportives, culturelles et éducatives ;
 - Scène(s) ;
 - Structure des boutiques de produits dérivés de la ville ;
 - Structure des zones réceptives ;
 - Structure d'un espace dédié à la presse ;
 - Structure d'accueil des bénévoles (et uniformes en cas d'activation d'un programme de bénévoles).

La plupart de ces infrastructures nécessitent également la mobilisation de ressources humaines dont le coût devra être intégré au budget.

- Sécurité & secours :
 - Cloisonnement de la zone ;
 - Contrôle des jauges et de l'accès du public ;
 - Sécurité intérieure pendant l'accès au public ;
 - Gardiennage du dispositif lors des périodes de non-activation ;
 - Liaison avec les autorités locales ;
 - Mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours à l'intérieur et aux abords du périmètre.
- Nettoyage et gestion des déchets :
 - Service de nettoyage ;
 - Éléments de sensibilisation au tri des déchets.

- Habillage & signalétique :
 - Production, installation et démontage d'éléments d'habillage, de visibilité et de signalétique sur le site.
- Charges de fonctionnement :
 - Eau, électricité, etc.
- Programmation :
 - Mise en place des animations sportives, culturelles, etc.

6.2. POSSIBILITES DE RECETTES [MIS À JOUR]

- Revenus issus des débits d'alimentation et de boissons ;
- Revenus issus des redevances relatives à l'occupation du domaine public par les Partenaires Marketing ;
- Revenus issus de visibilité individuelle sur site et/ou sur écran accordée aux Partenaires Marketing ;
- Revenus issus des redevances relatives à l'occupation du domaine public pour la mise en place de Boutiques Officielles Paris 2024 ;
- Revenus issus de la commercialisation de zones réceptives ;
- Revenus issus des boutiques de produits dérivés de l'Organisateur.



7. RÉCAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DE PARIS 2024 ET DE L'ORGANISATEUR

7. Récapitulatif des engagements de Paris 2024 et de l'Organisateur

En application des principes généraux énoncés au paragraphe 2.5, les rôles et engagements de Paris 2024 et de l'Organisateur sont répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Paris 2024	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction des cahiers des charges • Décideur final sur les sujets de gestion de la marque et de commercialisation • Interlocuteur principal de l'Organisateur • Mise à disposition de l'Organisateur : <ul style="list-style-type: none"> ○ De l'accès gratuit au signal TV des Jeux (en cours de contractualisation avec les diffuseurs nationaux des Jeux) ○ Du kit numérique d'habillage du site ○ Du kit numérique de communication ○ Un kit digital contenant une partie des éléments détaillés dans le paragraphe 4.3 sera mis à disposition de l'Organisateur par Paris 2024 en amont des Jeux : fiches pratiques et contenus destinés à l'animation du site (sport, culture, éducation) ○ De fiches pratiques destinées à accompagner l'Organisateur dans la réalisation de son site (accessibilité, sécurité, durabilité, ...) ○ De contacts commerciaux des Partenaires Marketing destinés à accompagner l'Organisateur et à faciliter le respect du cadre commercial
Organisateur	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation, planification, financement et réalisation de son Club 2024 dans le respect du cahier des charges et des kits fournis : <ul style="list-style-type: none"> ○ Conformité du site avec le cadre défini, notamment programmatique et commercial ○ Conformité du site avec les principes d'accessibilité et d'excellence environnementale définis par Paris 2024 ○ Production, installation, démontage et élimination de l'ensemble du matériel de signalétique et d'habillage • Diffusion des Jeux à l'aide d'un matériel adapté

	<ul style="list-style-type: none"> • Nomination d'une personne référente qui assurera la bonne collaboration avec Paris 2024 • Coordination avec les autorités publiques et les parties concernées et obtention des autorisations, assurances et licences nécessaires au site • Gestion et déploiement de la sécurité du site et des ressources humaines nécessaires pendant la phase d'installation, d'exploitation et de démontage
--	---

EXPLOITATION D'UN CLUB 2024 PAR UN PRESTATAIRE, POUR LE COMPTE DE L'ORGANISATEUR PRINCIPAL

L'Organisateur pourra désigner un prestataire (« l'Exploitant » ci-après) reconnu dans ce secteur d'activités qui planifiera et exploitera le Club 2024 en son nom, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

- L'Exploitant du Club 2024 respectera l'ensemble des éléments énoncés dans le présent cahier des charges ;
- L'Organisateur restera responsable envers Paris 2024 du respect plein des éléments énoncés dans le présent cahier des charges ;
- Aucune relation contractuelle ne sera établie entre Paris 2024 et l'Exploitant du Club 2024 ;
- L'Exploitant du Club 2024 ne bénéficiera d'aucun droit d'association avec Paris 2024.

The background of the entire page is a vibrant blue, overlaid with a complex, repeating pattern of white lines. These lines form a variety of geometric shapes, including concentric circles, arcs, and interlocking paths that resemble a stylized maze or a series of connected loops. The pattern is dense and covers the entire surface, creating a textured, modern aesthetic.

8. CALENDRIER, DÉMARCHES ET SUIVI DES CLUBS 2024

8. Calendrier, démarches et suivi des Clubs 2024

8.1. CALENDRIER ET DEMARCHES [MIS À JOUR]

Le planning ci-dessous présente les différentes étapes prévues entre les collectivités et Paris 2024 pour la mise en place de Clubs 2024. Le respect des dates indiquées permettra à Paris 2024 d'accompagner au mieux les collectivités dans la réalisation de leur projet, notamment en mettant à leur disposition des contenus « Paris 2024 » tels que des kits et des fiches pratiques et/ou en les mettant en relation avec les Partenaires Marketing et la société On Location le cas échéant.

Le planning ci-dessous sera également complété par des moments d'échanges prévus entre les collectivités et Paris 2024 (webinaires, workshops, etc.) qui seront précisés ultérieurement.

- **02 mai 2023** : mise à disposition de l'outil de remontée des projets de Clubs 2024 au format « Forms »
- **09 juin 2023** : date limite de remontée des projets de Clubs 2024, au format « Forms » ;
 - L'étude et la validation d'un dossier de Club 2024 par Paris 2024 se fera sous deux mois à partir de la date de réception du dossier complet. Cette étape permettra à Paris 2024 de vérifier la conformité du projet proposé avec les règles afférentes à Paris 2024 et à l'exploitation des éléments fournis par le comité d'organisation. Il est rappelé ici que cette validation de conformité ne se substitue en aucun cas à la validation des autorités publiques compétentes sur chaque territoire en particulier sur le volet relatif à la sécurité.
 - Une fois que le dossier aura été consulté par Paris 2024 pour étude de faisabilité, dans le respect du cadre réglementaire prévu (jauges + détails), celui-ci devra être validé par l'autorité préfectorale compétente sur les points secours, santé, sûreté, sécurité et techniques. Cette validation est indispensable pour obtenir la qualification « Club 2024 » en tant que tel par Paris 2024.
- **4/5 juillet 2023** : forum des collectivités hôtes
 - Point à date « Célébrations en ville » & présentation des projets de Clubs 2024 aux Partenaires Marketing de Paris 2024 (format précisé ultérieurement).
- **À partir de juillet 2023** :
 - Mise en relation de l'Organisateur avec les Partenaires Marketing de Paris 2024 ;
 - Travail entre l'Organisateur et Paris 2024 sur des compléments d'informations concernant les projets de Clubs 2024 ;

- **Septembre 2023** : webinaire dédié à l'habillage d'un Club 2024 et transmission du guide d'usage de la marque ;
- **Dernier trimestre 2023** : webinaire d'accompagnement organisé par Paris 2024 (*sujets précisés ultérieurement*) ;
- **30 mars 2024** : date limite de transmission d'informations complémentaires au « Forms » à Paris 2024 (plan de sécurisation, plan d'habillage, intégration de parties prenantes institutionnelles, etc.). *Sujets et modalités de transmission précisés ultérieurement ;*
- **1^{er} juin 2024** : date limite de transmission du programme d'animation d'un Club 2024 (visibilité sur écran, visibilité sur supports de communication, animations au sol et sur scène, etc.). *Modalités de transmission précisées ultérieurement..*

8.2. SUIVI DES CLUBS 2024 [MIS À JOUR]

En amont de l'ouverture des Clubs 2024, Paris 2024 mettra à disposition de l'Organisateur un outil de reporting quotidien pour lui permettre de remonter, le plus facilement possible, des informations essentielles telles que le nombre de visiteurs, les horaires d'ouverture et de fermeture ou encore d'éventuels incidents constatés, etc.

Paris 2024 met également l'adresse électronique celebrations@paris2024.org à disposition de l'Organisateur afin de faciliter les discussions sur les projets de Clubs 2024.

Les documents liés au calendrier aux démarches et au suivi des projets de Clubs 2024 sont à retrouver en ANNEXE 13.



9. RÉCAPITULATIF DES ÉLÉMENTS MIS A DISPOSITION DE L'ORGANISATEUR PAR PARIS 2024

9. Récapitulatif des éléments mis à disposition de l'Organisateur par Paris 2024 [MIS À JOUR]

Afin d'accompagner au mieux l'Organisateur, Paris 2024 met à sa disposition des contenus sur les principaux sujets clés. L'ensemble des annexes peut être consulté ici : [ANNEXES Clubs 2024](#).

La liste ci-dessous, ainsi que les dossiers associés, sera complétée au fur et à mesure et les collectivités seront tenues informées régulièrement de la mise à disposition de nouveaux éléments.

- **NOUVEAU** : [ANNEXE 0 : Cadre juridique](#)
 - **NOUVEAU** : **Annexe 0.1** - « Présentation de l'Organisateur et du Projet via le formulaire en ligne de dépôt des Projets Club 2024 »
 - **NOUVEAU** : **Annexe 0.2** - « Le guide d'usage de l'identité visuelle spécifique aux Clubs 2024 mis à disposition par Paris 2024 »
 - **NOUVEAU** : **Annexe 0.3** - « Les conditions générales d'utilisation de la dénomination « Club 2024 » et les éléments d'habillage clés obligatoires et additionnels »
- [ANNEXE 1 : Documents génériques sur les Clubs 2024 :](#)
- [ANNEXE 2 : Documents liés au programme du relais de la flamme :](#)
- [ANNEXE 3 : Documents liés au cadre commercial :](#)
 - **NOUVEAU** : « Les Partenaires Marketing dans les Clubs 2024 »
 - **NOUVEAU** : « Contacts référents des Partenaires Marketing de Paris 2024 »
 - **NOUVEAU** : « Liste des parties prenantes institutionnelles autorisées dans les Clubs 2024 »
 - **NOUVEAU** : « Orange - Organisez votre Club 2024 »
- [ANNEXE 4 : Documents liés à la mise en place d'un programme bénévoles :](#)
 - **NOUVEAU** : Dossier de presse – Programme des Volontaires
- [ANNEXE 5 : Documents liés à l'habillage et à la signalétique :](#)
- [ANNEXE 6 : Documents liés à la santé, à la sécurité et aux risques professionnels :](#)
 - **NOUVEAU** : Annexe secours, santé, sécurité et risques professionnels rédigée avec le concours de la DIJOP et de la CNSJ
 - **NOUVEAU** : Glossaire des sigles étatiques employés dans les documents transmis aux collectivités
- [ANNEXE 7 : Documents liés aux sujets d'accessibilité et d'inclusion :](#)

- **NOUVEAU** : Conception universelle – Outil interactif d’aide à la compréhension des déplacements des différentes populations sur un site
- **NOUVEAU** : Catalogue mobilier – Document d’aide à la mise en place de mobiliers accessibles et catalogue de mobiliers
- [ANNEXE 8 : Documents sur le nettoyage et la gestion des déchets :](#)
- [ANNEXE 9 : Documents sur l’organisation d’événements responsables :](#)
- [ANNEXE 10 : Documents liés à la diffusion sur écran :](#)
- [ANNEXE 11 : Documents liés à l’organisation d’activités sportives, culturelles et éducatives :](#)
 - **NOUVEAU** : L’histoire des mascottes – Fiche élève – Cycle 2
 - **NOUVEAU** : L’histoire des mascottes – Fiche enseignant – Cycle 2
 - **NOUVEAU** : Les mascottes : Les symboles de la République - Cycle 2
 - **NOUVEAU** : Les mascottes : Les symboles de la République – Cycle 3
 - **NOUVEAU** : Les mascottes : C’est quoi l’inclusion – Cycle 2 et 3
- [ANNEXE 12 : Documents liés aux médias et à la communication :](#)
- [ANNEXE 13 : Documents liés au calendrier, aux démarches et au suivi des projets de Clubs 2024 :](#)
- [ANNEXE 14 : Documents inspirants à destination des collectivités organisatrices de Clubs 2024.](#)
- [ANNEXE 15 : Documents liés à la mobilisation des athlètes](#)

Les documents mis à disposition en annexes sont destinés exclusivement à un usage restreint aux collectivités hôtes et Terre de Jeux 2024, c’est-à-dire à l’Organisateur. En aucun cas ceux-ci pourront servir d’éléments de communication auprès des différentes parties prenantes de l’Organisateur. Autrement dit, leur communication à l’externe est strictement interdite et seul l’Organisateur a vocation à les consulter.

Seule exception : en cas de délégation d’organisation à un tiers, ici appelé Exploitant, ce dernier pourra consulter les annexes envoyées par Paris 2024 qui lui seront applicables, sauf décision contraire de Paris 2024 exprimée préalablement par tout moyen écrit.



PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

SOUTIEN RÉGIONAL AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 - CÉLÉBRATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Île-de-France ;

VU les délibérations n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 et n° CP 2018-085 du 16 mars 2018 relatives à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant sur les délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant sur les délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-429 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Approbation du Règlement d'intervention « Soutien régional aux Clubs 2024 »

Approuve le règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien régional aux Clubs 2024 - Célébrations des Jeux Olympiques et Paralympiques, figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Approbation du Règlement d'intervention « Soutien régional aux célébrations territoriales des JOP »

Approuve le règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien régional aux Célébrations territoriales des Jeux Olympiques et Paralympiques, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Approbation de la convention type

Approuve la convention type relative au dispositif de soutien régional aux Célébrations territoriales des Jeux Olympiques et Paralympiques, figurant en annexe 3 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention "Clubs 2024" - JOP

REGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF DE SOUTIEN REGIONAL AUX « CLUBS 2024 » CELEBRATIONS DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024 et de la mobilisation de ses territoires pour célébrer cet événement planétaire, la région Île-de-France souhaite favoriser le déploiement de « Clubs 2024 », ci-après encore appelés zones de célébrations. Ouverts à tous, ces « Clubs 2024 » permettront à chacun de vivre et célébrer les grands moments des Jeux, de découvrir et pratiquer des activités sportives et culturelles.

Ces zones de célébrations doivent répondre au « Cahier des charges des Clubs 2024 Sites de Célébrations des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 », imposé par Paris 2024.

Le soutien régional fait l'objet d'un cofinancement avec la préfecture Île-de-France, pour la grande couronne, à laquelle s'ajoute la Métropole du Grand Paris (MGP) pour le territoire métropolitain.

1 – Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les 10 porteurs de projets (collectivités territoriales, syndicats mixtes, fédérations) retenus par la région, la préfecture Île-de-France et la MGP, selon des critères relatifs à l'intérêt régional, la superficie de la zone dédiée, la capacité d'accueil ou encore la durée d'ouverture.

2 - Nature du projet :

Pour être éligible, le projet doit être préalablement labellisé « Club 2024 » par Paris 2024.

Un Club 2024 est une zone de célébrations de grande envergure, en capacité d'accueillir gratuitement, dans un espace sécurisé et accessible, tous les publics qui souhaitent partager l'émotion des jeux.

Le projet devra respecter les critères du cahier des charges « Club 2024 » de Paris 2024, notamment en termes de sécurité, accessibilité, programmation, diffusion et communication.

3 - Période de déroulement des animations :

Les « Clubs 2024 » pourront ouvrir au plus tôt à la date du lancement du relais de la flamme, au printemps 2024. En dehors de la période stricte de déroulement des Jeux, ces Clubs peuvent en effet proposer des activités liées aux JOP (démonstrations et initiations sportives, culturelles, éducatives, ...).

La fermeture du « Club 2024 » se fera au plus tard le soir de la cérémonie de clôture des Jeux Paralympiques le 08/09/2024.

Exceptionnellement, la durée d'ouverture pourra être prolongée si certaines collectivités souhaitent organiser des célébrations autour d'athlètes paralympiques.

4 - Caractéristiques et modalités de l'aide :

- 🌐 **Le dossier de demande de subvention** comporte :
 - l'attestation de la labellisation « Club 2024 » de l'évènement par Paris 2024 ;
 - une note descriptive du projet (objectifs, publics visés, date et durée de l'évènement, actions de communication envisagées, moyens matériels et humains, structures partenaires, programme d'activités etc...)
 - le budget prévisionnel détaillé à l'équilibre.

- 🌐 **Les dépenses éligibles** : les dépenses de fonctionnement liées à l'organisation de l'évènement incluent les frais de personnels (évènementiels, techniques, administratifs, sécurité, communication), la location de mobiliers, équipements et matériels nécessaires à la diffusion des JOP, aux démonstrations sportives, aux activités culturelles et à la valorisation JOP du Club 2024, à l'aménagement de stands et d'espaces de restauration, ... Les acquisitions sont exclues des dépenses éligibles.

La date de prise en compte des dépenses éligibles est fixée au 1^{er} janvier 2024.

Toute dépense engagée avant cette date ne pourra être prise en compte dans le budget de l'opération proposée à la Région.

- 🌐 **Le montant de l'aide :**

- l'aide régionale pour les projets situés sur le territoire métropolitain correspond à un **minimum de 15% des dépenses relatives au financement de la zone de célébration, dans la limite de 200 000 € TTC si l'organisme ne récupère pas la TVA ;**
- l'aide régionale pour les projets situés en dehors du territoire métropolitain correspond à un **minimum de 25% des dépenses relatives au financement de la zone de célébration concernée, dans la limite de 300 000 € TTC si l'organisme ne récupère pas la TVA.**

La participation financière du porteur de projet ne doit pas être inférieure à 20% du coût de la zone de célébration.

5 – Modalités de mise en œuvre :

Le bénéficiaire signera avec la région une convention spécifique qui déterminera le cadre de mise en œuvre du projet : montant de l'aide régionale, période de l'évènement, modalités financières, obligations en termes de communication, bilan attendu.

- 🌐 **Communication :**

L'ensemble des obligations en matière de communication sera détaillé dans la convention. Tout support de communication devra apposer le logo de la Région Île-de-France.

Par ailleurs, l'ensemble de la communication des « Clubs 2024 » est régie par les règles établies par Paris 2024 dans son Cahier des charges « Club 2024 ».

Seul Paris 2024 est en charge de la création et de la définition de l'identité de la marque des Jeux de Paris 2024, et du look des célébrations qui sera créé pour faire vivre les Jeux.

Ce look se déclinera sur des éléments génériques liés aux Jeux, tels des éléments d'habillage et de décoration des sites ou encore sur des supports de communication. Paris 2024 précisera notamment la visibilité à accorder aux Partenaires Marketing et les possibilités d'affichage accordées aux différentes parties prenantes institutionnelles.

Les éléments créatifs disponibles et leurs règles d'usages sont transmis à l'Organisateur par Paris 2024.

L'Organisateur du « Club 2024 » est ensuite responsable de l'adaptation de ces principes graphiques selon ses supports disponibles (contraintes de formes, tailles, etc.), de la production, de l'installation et du démontage d'éléments d'habillage, de visibilité et de signalétique sur le site, et ce dans le respect des règles d'usage.

Paris 2024 mettra à disposition des « Clubs 2024 » des supports dédiés pour l'habillage de divers éléments mobiliers (écrans, arches, barrières, mobilier urbain, etc ...) et qui résulteront d'une déclinaison du « look des Jeux ».

Durant le déroulement des JOP, Paris 2024 fera bénéficier aux collectivités hôtes du passage des mascottes.

Bilan :

Après clôture de l'évènement, un compte rendu financier ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif doit être adressé à la Région dans le délai prévu par la convention. Ce bilan doit notamment comporter le nombre de participants accueillis.

Annexe 2 : Règlement d'intervention - Célébrations territoriales - JOP

REGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF DE SOUTIEN REGIONAL AUX CELEBRATIONS TERRITORIALES DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'organisation et de la diffusion des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024, la Région souhaite encourager les initiatives territoriales qui contribuent à la promotion des valeurs de l'olympisme et du paralympisme. A travers ce dispositif, la Région souhaite faire vivre aux Franciliens et aux visiteurs français ou étrangers l'émotion et l'expérience des JOP. Elle souhaite aussi favoriser l'organisation d'évènements festifs locaux en complémentarité avec les Clubs 2024, Fan Zones de très grande envergure telles que le Champions Park ...

Le dispositif vise spécifiquement des animations organisées à l'échelle communale et sera l'occasion de mettre en valeur les communes labellisées « Terre de Jeux ».

1 - Critères d'éligibilité :

Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les **communes franciliennes**.

2 - Nature du projet :

Les communes doivent proposer un évènement spécifique aux JOP 2024.

- Les évènements soutenus doivent être gratuits, accessibles à tous, sécurisés, responsables sur le plan environnemental et social. Ils doivent participer à faire vivre l'émotion des JOP et partager les valeurs de l'olympisme telles que l'excellence sportive, l'inclusion, la convivialité, le lien intergénérationnel ou encore l'éco responsabilité ;
- Le programme peut lier sport et culture et doit mobiliser et valoriser les acteurs locaux (clubs sportifs, associations culturelles, structures de développement économique et touristique ...) ; il inclut des activités ludiques avec des animations variées : initiations et démonstrations sportives (par exemple les nouvelles disciplines olympiques et paralympiques), rencontres avec des sportifs, concerts, expositions, comptoirs gourmands etc ...
- Sous réserve des conditions fixées par Paris 2024, ces évènements pourront diffuser certaines épreuves des JOP.

3 - Période de déroulement des animations :

Les évènements pourront se dérouler du 22 juin au 15 septembre 2024.

4 - Caractéristiques de l'aide :

- **Les dépenses éligibles :** les dépenses de fonctionnement liées à l'organisation de l'évènement incluent les frais de personnels (évènementiels, techniques, administratifs), la location de mobiliers, équipements et matériels nécessaires aux démonstrations sportives, aux activités culturelles et à la valorisation de l'espace d'animation, l'aménagement de stands, ...
La date de prise en compte des dépenses éligibles est fixée au 1^{er} janvier 2024.
Toute dépense engagée avant cette date ne pourra être prise en compte dans le budget de l'opération proposée à la Région.
- **Le montant de l'aide :** l'aide régionale correspond à 80 % maximum des dépenses éligibles avec un plafond de subvention de 10 000 € HT.

5 - Modalités de mise en œuvre :

Le bénéficiaire signe une convention qui détermine le cadre de mise en œuvre du projet : période (les dates de l'évènement doivent être mentionnées), modalités financières, obligations en termes de communication, bilan attendu.

- **Communication :**

Un kit de communication dématérialisé sera fourni par la Région aux communes soutenues. Les bénéficiaires s'engagent à utiliser et valoriser ces outils de communication afin que l'espace d'animation porte et valorise les valeurs de l'olympisme, dans le respect de la charte de communication de Paris 2024.

Tout support de communication devra par ailleurs apposer le logo de la Région Île-de-France.

L'ensemble des obligations en matière de communication est détaillé dans la convention précitée.

- **Bilan :**

Après clôture de l'évènement, un état récapitulatif des dépenses contresigné par le comptable public ainsi qu'un bilan d'activités doit être adressé à la Région dans le délai prévu par la convention.

En tout état de cause, ces documents doivent être produits lors de la demande de versement du solde de l'aide régionale.

Ce rapport doit notamment comporter :

- le contenu de l'ensemble du programme d'animations effectivement réalisé,
- le nombre de participants accueillis.

6 - Modalités du dépôt de candidature :

L'appel à projet sera ouvert début décembre 2023 et clôturé mi-février 2024.

Les dossiers doivent être déposés sur la plateforme mesdemarches.iledefrance.fr

Annexe 3 : Convention type - Célébrations territoriales - JOP

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « JOP 2024 – Soutien régional aux célébrations territoriales » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP2023-429 du 17 novembre 2023.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :
Relatif à :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXX-XX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe « Fiche projet » de la présente convention : référence dossier n° XXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données qualitatives et quantitatives permettant de justifier de la bonne réalisation du projet subventionné.

L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit permettre

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ;
- de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus.

Ces éléments seront présentés sous la forme d'un bilan quantitatif et qualitatif du projet subventionné.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Cette disposition s'applique aux communes de plus de 2 000 habitants.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une

première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80% du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des pièces suivantes :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date indiquée sur la fiche projet et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le xxxx.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° du

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire